

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 536
Févr.-Mars-Avril 2020

56^e année - 1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Corona virus : une épidémie que la bourgeoisie ne contrôle pas
- 8 mars : journée internationale de la Femme au temps du coronavirus
- Pandémie COVID-19 en Espagne
- Le « dialogue social » et la collaboration de classe mènent à la défaite
- Rompre avec les orientations des directions syndicales
- Inde : flambée de violences contre les musulmans
- Afrique du Sud aussi, la bourgeoisie utilise l'hystérie anti-immigrés

Communiqué aux lecteurs, aux prolétaires, aux camarades sur les mesures prises par la bourgeoisie à propos de l'épidémie au coronavirus

Face à l'épidémie du coronavirus Covid-19, la bourgeoisie a pris une série de mesures restrictives exceptionnelles sans précédents auparavant dans des cas similaires.

Dépendante d'un mode de production qui vise essentiellement à la valorisation du capital en exploitant sauvagement les énergies physiques, nerveuses et sociales du prolétariat et des couches les plus faibles de la population de tous les pays, la bourgeoisie est congénitalement incapable de structurer la société avec une prévention efficace pour la préservation de la santé de l'humanité dans sa vie économique et sociale ; elle n'est pas en mesure de rationaliser l'économie capitaliste pour l'harmoniser avec les besoins de la vie sociale humaine et avec l'environnement naturel, ce qui conduit à des crises de plus en plus dévastatrices. Elle est donc incapable de faire face aux événements naturels – tremblements de terre, tsunamis, inondations, épidémies, changement climatique, etc. – avec des méthodes et des

(Suite en page 3)

Renforcement du despotisme étatique, cadeaux aux patrons et aggravation des attaques anti-prolétariennes

Non à «l'état d'urgence sanitaire» ! Non à l'union nationale et au soutien aux capitalistes !

Promulguée le 24 mars après son adoption au parlement le 22, la loi dite « d'urgence sanitaire » est de nature fondamentalement anti-prolétarienne. L'état d'urgence, décidé pour deux mois et qui s'inspire des mesures de l'état d'urgence prises par le gouvernement socialiste en 2015, durcit le volet répressif des mesures de confinement (implicitement à destination des quartiers populaires) ; il donne au gouvernement la faculté de gouverner par ordonnances (ce qui revient au même que de passer par le parlement où il est assuré de trouver une majorité écrasante, mais ce qui est plus rapide), par exemple pour limiter le droit au déplacement des personnes, ou pour réquisitionner les travailleurs.

En cas de besoin les dirigeants bour-

geois, du jour au lendemain, se passent du mécanisme démocratique : nouvelle démonstration que la démocratie parlementaire n'est qu'un voile de la dictature bourgeoise...

Toute une série de dérogations au code du travail sont prévues, permettant l'allongement de la durée du travail (jusqu'à 48 et même 60 heures par semaine), la fixation des jours de congé, des RTT, etc., par les patrons, facilitant la mise en chômage partiel des travailleurs. Des mesures, non encore toutes précisées, sont annoncées pour aider la trésorerie des entreprises ; mais, bien entendu, il n'y a pratiquement rien pour aider les prolétaires qui perdront

(Suite en page 2)

La Libye, comme la Syrie et l'Irak, terre de conquêtes pour les impérialismes et les factions bourgeoises régionales et locales assoiffées de profit

Le désordre mondial qui caractérise de manière violente les trente dernières années (datant de l'écroulement de l'URSS en 1989 le début de cette période) (1) tend à concentrer ses contradictions les plus aigües dans certaines régions du globe qui ont assumé au cours du temps le statut de zones stratégiques d'importance vitale pour les puissances impérialistes, nouvelles et anciennes.

Outre l'Asie centrale et l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (l'aire de la Méditerranée « élargie ») ont été continuellement dans le viseur tant des puissances impérialistes que des régimes bourgeois régionaux ; profitant du désordre mondial et dans la perspective de défense de leurs intérêts

dans la région, ces derniers (tout particulièrement l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Egypte) interviennent sur les plans diplomatiques, financiers, politiques et militaires en soutien de telles ou telles factions locales, liées ou non aux organisations djihadistes, pour s'approprier une part d'un butin qui n'est plus exclusivement réservé aux puissances impérialistes traditionnelles.

Aujourd'hui la Libye comme la Syrie et l'Irak avant elle, est un théâtre de première importance où s'aiguisent les contrastes entre les multiples protagonistes d'une guerre dont l'enjeu est le contrôle du pétrole et des réserves de

(Suite en page 13)

Renforcement du despotisme étatique, cadeaux aux patrons et aggravation des attaques anti-prolétariennes
Non à «l'état d'urgence sanitaire» !
Non à l'union nationale et au soutien aux capitalistes !

(Suite de la page 1)

leur emploi précaire ou seront licenciés à la suite de la fermeture des commerces et d'autres entreprises directement impactées, ou encore mis au chômage technique comme dans l'automobile où, devant la saturation complète du marché, Renault et PSA ont décidé de fermer leurs usines en utilisant prétexte du virus !

Sans doute quelques annonces ont été faites comme la suppression du jour de carence (jour non payé) pour les malades du coronavirus, la prolongation de l'interdiction des expulsions des logements ou le report au mois de septembre du deuxième volet de la réforme durcissant l'indemnisation du chômage, (pour des raisons en réalité administratives), mais ce ne sont clairement que de misérables miettes comparées à ce qui est accordé aux patrons !

De fait cette loi n'apporte rien sur le plan sanitaire, mais sous le prétexte de la lutte contre l'épidémie, le gouvernement y inscrit les attaques anti-prolétariennes demandées par les capitalistes !

Dans sa solennelle intervention télévisée du 16 mars pour annoncer le confinement généralisé de la population, Macron, avait adopté un ton martial, martelant à plusieurs reprises « nous sommes en guerre ! ». Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, s'est répandu les jours suivants dans les médias pour répéter le même message : « Cette guerre sera longue, violente et devra mobiliser toutes les forces de la nation ». Tous deux ont « oublié » de dire que c'était une guerre contre les prolétaires !

CADEAUX AUX CAPITALISTES, ATTAQUES CONTRE LES PROLÉTAIRES

L'épidémie du coronavirus – et plus précisément les mesures prises ou non après son apparition – ont été le facteur déclenchant d'une grave crise économique : l'arrêt de nombreuses entreprises, le confinement de millions de personnes, l'interruption des transports avec la fermeture des frontières (même si les gouvernements essayent de maintenir intact les flux de marchandises), auront un effet encore impossible à chiffrer sérieusement (1), mais qui sera à coup sûr dévastateur sur l'éco-

nomie capitaliste mondiale.

L'effondrement des prix du pétrole, dans le cadre d'une guerre économique entre la Russie et l'Arabie Saoudite, mais aussi les Etats-Unis, a provoqué des krachs boursiers plus prononcés que lors de la grande récession de 2008 : c'est un signe qui ne trompe pas sur la profondeur de la crise qui commence.

Cette crise était en réalité en germe depuis quelque temps dans les grands centres capitalistes, notamment en Europe, et elle était déjà ressentie dans les secteurs dits « périphériques » du monde capitaliste, comme l'Amérique Latine. Les banques centrales et les différents Etats tentent d'y parer en annonçant des « plans de relance » et des aides aux capitalistes se chiffrant par centaines de milliards.

Les conséquences pour les prolétaires sont déjà connues : comme il y a une dizaine d'années ce seront eux qui paieront la crise et les cadeaux aux capitalistes, en termes de chômage, de baisse des salaires, en un mot d'aggravation généralisée de leur exploitation...

CONFINEMENT ET CONTRÔLE SOCIAL

Le confinement en masse de la population est une pratique archaïque qui date de l'époque, où face à des épidémies redoutables contre lesquelles il n'existait aucun remède et aucune prévention, la seule solution pour éviter la contagion était la mise en quarantaine des malades et de ceux pouvant l'être. La situation face à l'épidémie en cours ressemble à celles d'autrefois, mais la responsabilité en revient entièrement au capitalisme ; s'il n'y a pas de remède, c'est parce que les études entreprises pour combattre les coronavirus après les précédentes épidémies de ce type de virus (SRAS, etc.) ont peu à peu été abandonnées car elles ne promettaient pas de profits suffisants ; s'il y a une effrayante pénurie de moyens de prévention élémentaires (en commençant par les masques pour les soignants !), c'est parce que les gouvernements successifs n'ont pas suivi les recommandations des services de l'Etat eux-mêmes (2) ! Pour le capitalisme les dépenses de prévention sont « improductives » – c'est-à-dire ne produisent pas de profit – et donc il n'y a jamais de financement suffisant pour elles.

En fin de compte, incapable de dépister et de soigner les malades, incapable même de connaître le nombre réel de victimes de l'épidémie (3), le capitalisme moderne ultra développé en est réduit à revenir aux méthodes d'il y a un ou deux siècles...

A la différence de 2008-2009, la crise économique survient alors que dans de nombreux pays les prolétaires et les masses exploitées ont mené ces derniers mois de grandes luttes : le risque est grand qu'elle suscite des réactions violentes risquant d'ébranler l'ordre bourgeois. C'est aussi une raison de la généralisation des mesures de confinement sur la planète (plus de 2,5 milliards de personnes seraient, à des degrés divers, confinées dans le monde !) : elles constituent un gigantesque effort par la bourgeoisie de tous les pays pour intensifier son contrôle social sur les masses de la population en général et du prolétariat en particulier dont celui-ci aura du mal à se libérer rapidement.

Pour parfaire ce contrôle social, la bourgeoisie ne peut compter uniquement sur la propagande massive des médias, la mobilisation de ses institutions et la répression ; elle a besoin aussi de l'aide précieuse des organisations politiques et syndicales disposant d'une influence parmi les prolétaires. En France, les organisations syndicales qui avaient saboté la lutte contre la réforme des retraites au nom du « dialogue social », ont sans hésiter répondu positivement, pour prévenir d'éventuelles luttes. Le 19/3, dans une déclaration commune avec les organisations patronales, la CGT, FO, la CFDT, etc. ont réaffirmé « le rôle essentiel du dialogue social ». Tout en demandant des mesures de protection des travailleurs, la CGT comme la CFDT ou FO ont appelé à la poursuite du travail dans les « secteurs prioritaires ».

Cet avis n'est pas forcément du goût des prolétaires, à en juger par la grève des 250 ouvriers de la boulangerie industrielle (secteur prioritaire s'il en est) Neuhauser (leader européen du secteur) à Folschviller (Moselle) après un cas de coronavirus. Des mouvements ont eu lieu aux chantiers navals de Saint Nazaire et d'autres endroits, même s'il n'y a pas eu comme en Italie des grèves spontanées relativement nombreuses, avant que les confédérations syndicales ne réussissent à reprendre le contrôle de la situation.

De même, alors qu'il « durcit » les mesures de confinement, le gouvernement, en lien étroit avec les grandes entreprises a décidé de remettre au travail le secteur du bâtiment, malgré le risque que cela entraîne pour les 2 millions de salariés concernés et leurs

proches. Pour les bourgeois, la santé des entreprises et de l'économie sera toujours plus importante que la santé des prolétaires

Les victimes de l'épidémie actuelle font en définitive partie des victimes sans nombre du capitalisme que ce soit au travail, dans des guerres, ou dans des catastrophes dites « naturelles ». L'avertissement des dirigeants bourgeois est on ne peut plus clair : la fin de l'épidémie ne verra pas un retour à la situation antérieure (4) ; ce qui nous attend, c'est une **guerre longue et violente**.

Au-delà de la propagande martiale de rigueur en ce moment, c'est la véritable perspective de l'avenir qu'ils présentent ainsi aux prolétaires. Le capitalisme en crise verra se multiplier les guerres « locales » qui ravagent déjà de nombreux pays, tout en s'acheminant inexorablement vers un troisième conflit mondial.

Pour ne pas rester de la chair à canon impuissante dans ces guerres et ces catastrophes de toutes sortes, les prolétaires devront briser la paralysante union nationale, rompre avec tous ceux qui la préconisent, et retrouver leurs armes et leurs orientations de classe afin de pouvoir mener avec leurs camarades de tous les pays une lutte sans merci contre le capitalisme.

Seule la révolution prolétarienne internationale pourra mettre fin au règne sanglant de la bourgeoisie et bâtir une société nouvelle au service de l'Humanité.

26/3/2020

(1) L'INSEE a estimé le 26/3 que l'économie française pourrait connaître une récession allant de -3 à -6% du PIB, tout en reconnaissant que cette prévision n'était « pas aisée ». Lors de la grande récession le PIB français avait reculé de 2,9% (2009).

(2) En 2004 le ministère de la Santé avait défini un « plan de lutte contre une pandémie grippale » ; ce plan avait été complété en 2005 puis 2007, avant qu'il soit remplacé par un nouveau en 2009 définissant de façon encore plus précise la conduite à tenir en cas d'apparition d'un gène foyer épidémique dans le monde. Tous ces plans n'ont pas été suivis d'effet, le ministère ayant eu comme priorité au cours des années de réduire les dépenses de santé, y compris les salaires de ceux que les bourgeois appellent aujourd'hui sans honte les « héros », alors qu'ils ont lutté sans succès pendant des mois pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail... cf Le Canard Enchaîné, 25/3/20, où l'on trouve d'autres exemples.

(3) On a appris incidemment le 25 mars que le chiffre des morts officiellement annoncé chaque jour, ne prenait pas en compte les décès survenus dans les Ehpad, où ils se comptent par dizaines.

(4) Macron, lors de son allocution du 16/3.

Communiqué aux lecteurs, aux prolétaires, aux camarades sur les mesures prises par la bourgeoisie à propos de l'épidémie au coronavirus

(Suite de la page 1)

moyens capables d'en réduire considérablement les effets négatifs.

La science et ses découvertes scientifiques ont joué un grand rôle dans le développement des forces productives à l'époque révolutionnaire où la bourgeoisie, avec l'apport fondamental des prolétaires et des paysans pauvres, a violemment détruit les anciennes formes de production, de propriété et de gestion sociale de la féodalité ; mais elles ont été inexorablement pliées aux intérêts du profit capitaliste et de la défense des relations de propriété et de production garantissant la domination de classe du capital et donc de la bourgeoisie.

La cupidité congénitale de cette dernière, en tant que propriétaire des moyens de production et des capitaux, la conduit à économiser sur tout ce qui peut gêner l'accumulation des richesses sociales le plus rapidement possible et dans les plus grandes quantités – c'est pourquoi elle considère comme un obstacle les mesures de la sécurité au travail et de prévention sociale. Elle tire beaucoup plus de profit des catastrophes que de leur prévention : c'est une loi non écrite mais systématiquement appliquée, comme le montrent les guerres et toutes les soi-disant catastrophes « naturelles ». Le capitalisme construit pour détruire, et détruit pour reconstruire dans une spirale infernale engendrée par son propre mode de production. Et la bourgeoisie ne peut rien changer substantiellement, elle est obligée de courir après le profit capitaliste dans toutes les activités, en passant outre à tout intérêt social qui ralentirait cette course ! Une course qui ne prendra fin qu'avec la destruction du pouvoir politique bourgeois et l'élimination du mode de production capitaliste, et son remplacement par le mode de production communiste ne connaissant ni argent, ni capital, ni marchandises, ni marché, ni divisions de la société en classes.

Il est dans l'intérêt des capitalistes que la main-d'œuvre prolétarienne soit exploitable à tout moment et partout sur la planète ; le capitalisme a conquis le monde, diffusant son développement industriel et commercial en même temps ses contradictions et crises congénitales. Les innovations techniques appliquées à la production et à la distribution ont simplifié les processus de travail ; ces innovations permettraient une utilisation rationnelle de la main-

d'œuvre humaine, qui pourrait consacrer une ou deux heures par jour à la production, occupant le reste de la journée à la gestion et l'administration de la vie sociale, à la recherche et à la connaissance, au jeu et à l'art, libérant l'humanité des tourments quotidiens de l'exploitation capitaliste.

Mais la bourgeoisie capitaliste ne met ses découvertes scientifiques, ses innovations techniques, ses connaissances au service de l'humanité, que si elle en tire un gain en termes d'argent, de domination économique et politique. Et y compris dans ce cas, les causes économiques qui poussent à développer des techniques de production et à approfondir la connaissance des processus vitaux de la nature, dont l'homme fait partie intégrante, causes qui peuvent se résumer dans la concurrence capitaliste, poussent les capitalistes à freiner, voire à enterrer, toutes les branches de la recherche qui ne peuvent garantir des profits dans les délais les plus brefs. La seule prévention à laquelle la classe bourgeoise consacre ses forces pour sa propre existence, est celle qui concerne la défense du système économique capitaliste, avec toutes ses lois, ses contradictions, ses limites, et ses formes politiques et militaires de l'État.

L'épidémie au coronavirus, récemment requalifiée par l'OMS en pandémie car elle affecte tous les continents, montre aujourd'hui comment la classe dirigeante bourgeoise utilise un événement de ce type pour appliquer – dans une période de difficultés économiques particulières pour beaucoup de puissances mondiales – une politique directement **anti-prolétarienne**.

La bête noire de la bourgeoisie est la récession économique, la crise boursière, c'est-à-dire des situations qui empêchent les capitaux industriels, commerciaux et financiers de dégager des profits au plus haut degré possible. La crise économique provoque une crise sociale ; une grande partie de la population en subit les effets négatifs et réagit de mille façons, le plus souvent irrationnelles et incontrôlées. La seule classe qui pourrait raisonner de façon rationnelle, organisée et avec des objectifs précis est la classe prolétarienne, si elle est guidée par son parti de classe. La bourgeoisie dominante en a une peur réelle : elle sait, par expérience historique, cela s'étant déjà produit aux XIXe et XXe siècles, que le prolétariat organi-

(Suite en page 4)

Communiqué sur les mesures prises par la bourgeoisie

(Suite de la page 3)

sé et conscient de ses intérêts de classe est son principal ennemi – bien plus que les bourgeoisies concurrentes d'autres pays, bien plus encore que la bourgeoisie étrangère avec laquelle elle est en guerre.

C'est pour empêcher la moindre tentative du prolétariat de reprendre sa lutte de classe, de reprendre confiance dans ses propres forces et dans ses propres intérêts de classe, que la bourgeoisie adopte ces mesures de «prévention sociale»: les mesures prises d'abord en Chine puis en Italie pour endiguer la propagation de l'épidémie, vont exactement dans le sens de bloquer tout mouvement de réaction possible du prolétariat.

En Chine, une fois que l'existence du nouveau coronavirus a été déclarée, le gouvernement décida de fermer toute la ville de Wuhan, puis toute la province du Hubei dont elle est la capitale, puis de fermer d'autres villes et régions où d'importants foyers étaient apparus. Ces fermetures ont obligé tous les habitants à rester cloîtrés chez eux, ne pouvant sortir qu'en cas d'extrême nécessité médicale ou alimentaire.

Il s'est passé la même chose en Italie; en très peu de temps, on est passé du confinement de quelques localités, à celle de toute la région de Lombardie, puis de 13 autres provinces de la Vénétie à l'Émilie-Romagne, jusqu'à décréter finalement tout le pays «Zone rouge». Les mesures de plus en plus drastiques prises par le gouvernement jour après jour, résumées par le slogan officiel «Je reste à la maison» (comme si c'était un «choix» des habitants), imposent en effet aux 60 millions d'Italiens un couvre-feu de 24 heures sur 24.

Les rassemblements, les manifestations publiques et, bien entendu, les grèves, bref, la libre circulation des personnes, sont interdits; seules les forces de police et militaires peuvent se déplacer et elles vérifient que personne n'échappe à ces mesures; seuls les magasins d'alimentation, les pharmacies, les stations-service, les marchands de journaux et, bien sûr, les hôpitaux, sont ouverts.

En fait, sous prétexte de l'épidémie, la bourgeoisie met en place un système de contrôle social comme test général de ce qu'elle jugera nécessaire lorsque la situation sociale sera beaucoup plus critique, lorsque la crise économique naissante plongera les masses dans des conditions de vie désastreuses et les poussera à réagir contre tout ce qui représente le pouvoir économique et politique.

L'appel à l'**union sacrée** à laquelle

le la classe dirigeante avait eu recours lors des première et deuxième guerres mondiales, revient chaque fois que le pouvoir bourgeois court un risque, de défaite dans une guerre ou de crédibilité et de confiance dans les situations périlleuses, comme dans le cas du «terrorisme» ou d'une épidémie. Et pour ce contrôle social, la bourgeoisie peut compter sur les efforts inlassables des partis et des syndicats opportunistes et collaborationnistes, qui démontrent une fois de plus qu'ils sont au service des capitalistes et de leur État pour imposer les intérêts bourgeois contre le prolétariat et contre ses intérêts de classe.

C'est en réalité la prévention sociale que la bourgeoisie met en œuvre pour défendre son pouvoir, sa domination, ses privilèges. Si, d'un côté, elle montre qu'elle n'a pas la capacité de prévenir les épidémies et d'empêcher ces maladies de se propager rapidement dans le monde entier, cachant pour des raisons d'intérêt purement économique – comme cela a été démontré de façon irréfutable – la gravité de la maladie lors de son apparition, de l'autre côté, elle révèle qu'elle a un objectif bien différent de celui proclamé hypocritement de la «défense de la santé publique»: la défense de l'économie capitaliste, à un moment où la crise économique a déjà frappé aux portes de la Chine, de l'Italie, de l'Allemagne et donc l'Europe toute entière. La militarisation de la société va dans ce sens et l'Italie, dans ce cas, peut servir d'école aux autres pays «démocratiques.»

Mais il y a eu une réaction violente aux mesures prises par le gouvernement: celle de la population carcérale.

Dans pas moins de 29 établissements pénitentiaires, les détenus se sont révoltés contre la suspension sine die des visites de leurs proches, sans compter qu'aucune mesure préventive, même les plus élémentaires, n'était prévue pour eux. Ils ont brisé les barreaux, ils sont montés sur les toits, ils ont mis le feu à la literie, ils ont attaqué les infirmeries; bref, ils ont exprimé une colère accumulée au fil du temps contre les conditions insupportables dans lesquelles ils sont forcés de vivre, montrant l'hypocrisie de la politique carcérale non seulement comme lieu de punition pour les délits commis, et en même temps, comme lieu où les détenus sont «éduqués» pour retourner dans la société civile à la fin de leur peine.

Les prisons surpeuplées, aux conditions de détention terribles, dans lesquelles l'hygiène et le traitement des maladies sont hypothétiques, sont le miroir de la société bourgeoise. Les bourgeois ont l'intention «d'éduquer» les prolétaires libres comme le sont les prisonniers, qui sont en majorité eux aussi des prolétaires.

Le prolétariat doit prendre note que, même dans cette situation, la bourgeoisie et ses valets politiques et syndicaux profitent de toutes les occasions pour le soumettre aux intérêts de la classe dirigeante, pour lui faire oublier que classe exploitée par excellence, il constitue néanmoins une force sociale et historique capable de se libérer de l'influence bourgeoise qui le conduit vers un asservissement toujours plus grand à l'État bourgeois, vers l'utilisation de ses énergies, de ses capacités, de sa générosité, de son intelligence pour la défense du capitalisme et des diverses formes sociales mises en œuvre à chaque fois par la classe dirigeante.

Le prolétariat ne pourra se libérer de cet asservissement qu'en rompant radicalement avec la collaboration des classes, en combattant sur tous les plans son ennemi numéro un, la classe bourgeoise. Cette dernière prétend

« Il Comunista »

Nr.163 - Marzo 2020

Nell'interno

- Coronavirus: un'epidemia che la borghesia non controlla ma che utilizza per accrescere il controllo politico e sociale
- Alta velocità, alta probabilità di incidenti mortali!
- La Libia, come Iraq e Siria (1)
- Il mondo capitalista su di un vulcano
- Un breve quadro della situazione imperialistica mondiale
- Siria:interessi borghesi e imperialistici (2)
- Lotte proletarie e manifestazioni di protesta nel mondo
- Sul movimento degli scioperi in Francia: ••• *Il «dialogo sociale» e la collaborazione di classe portano alla sconfitta* ••• *Solo l'orientamento e la direzione di classe possono far trionfare la lotta!* ••• *Per lottare contro gli attacchi borghesi, tornare alla lotta di classe indipendente!*
- Finlandia: ondata di scioperi
- India: milioni di lavoratori in sciopero
- Il movimento delle "sardine". Ma qual è la prospettiva?
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale. (9)
- Coop 25
- Coronavirus. Avviso a compagni, simpatizzanti, abbonati e lettori
- **Supplemento / COVID-19 a «il comunista» N° 163:**
 - Covid-19, un'epidemia come pretesto per la borghesia di ogni paese per arroccarsi in una spietata lotta di concorrenza e prepararsi ad una guerra guerreggiata che per teatro avrà il mondo intero
 - Notizie

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 12

« lutter » contre l'épidémie au coronavirus avec des méthodes et des moyens qui, en réalité, peuvent être obtenus par le simple bon sens, évidemment avec des indications médicales adéquates. Mais la bourgeoisie s'intéresse davantage aux effets négatifs que la propagation de l'épidémie a sur ses affaires, qu'à la santé de la population. Et, tout en faisant passer les mesures élémentaires de prudence qui sont toujours utilisées face aux mauvaises gripes – qui d'ailleurs font des milliers de morts par an dans tous les pays, sans que l'on en parle! – pour des mesures exceptionnelles, simplement parce qu'elles sont ordonnées par les Institutions, n'étant pas prête ni ne sachant comment gérer rationnellement l'épidémie lorsque sa diffusion est manifeste, elle ordonne « l'emprisonnement » de villes entières ou, comme en Italie, d'une nation toute entière, comme si c'était la

méthode pour « gagner la guerre contre le virus » ...

La fermeture des frontières entre les nations est la démonstration supplémentaire que les bourgeoisies des différents pays raisonnent de la même manière: elles pensent avant tout à défendre leurs économies, leurs affaires, accusant les autres pays d'être les porteurs de maladies, les traitant comme des « agresseurs » contre lesquels il faut se défendre comme en temps de guerre: l'agresseur, c'est toujours l'autre,

Mais les virus ne connaissent pas de frontières ... et il en sera de même demain lorsque le virus de la lutte de classe révolutionnaire franchira les frontières sacrées de toutes les nations bourgeoises.

* * *

Il est clair que les mesures dras-

tiques prises par les gouvernements sont également un obstacle à notre activité de parti international, tant en ce qui concerne la diffusion de notre presse que les déplacements et les réunions. Nous ne nous laissons pas abattre par cela, nous continuons à mener notre travail politique par tous les moyens que nous pouvons utiliser, et dans ce cas, l'internet nous est sans aucun doute utile. Nous savons que demain les menaces contre l'activité de classe du prolétariat seront sans aucun doute très graves et que les difficultés augmenteront, comme ce sera aussi le cas pour notre activité de parti.

Mais ce ne serait pas une activité révolutionnaire si elle était facilitée par la bourgeoisie.

11/3/2020

Corona virus : une épidémie que la bourgeoisie ne contrôle pas mais qu'elle utilise pour accroître son contrôle politique et social

Le nouveau coronavirus, initialement appelé 2019-nCoV (2019 nouveau coronavirus) puis Covid19, fait partie d'une vaste famille de virus provoquant des affections qui vont du rhume banal au syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) et au syndrome respiratoire aigu sévère (SARS). Il est apparu pour la première fois à Wuhan, une grande ville industrielle de la province du Hubei, en Chine.

Il a été officiellement notifié pour la première fois par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) le 31 décembre 2019 ; mais certains médias (dont le New York Times) ont révélé que ce coronavirus avait été identifié dès octobre dernier : les autorités chinoises ont caché l'information pendant plus de deux mois – comme pour le SARS en 2009 – de peur que cette nouvelle épidémie ne nuise aux affaires... et c'est en fait ce qui est arrivé en janvier et février 2020, non seulement en Chine, mais au niveau de l'économie mondiale, qui a subi et subira des dommages importants.

L'histoire du médecin Li Weuliang est connue : c'est lui qui a le premier signalé la présence de ce nouveau virus et le danger d'une épidémie ; pour cette raison il a été arrêté, et contraint à se rétracter publiquement par les autorités chinoises. En fin de compte, elles ont dû le libérer et lui faire reprendre ses activités; mais, infecté lui aussi, il est finalement décédé début février. Étant donné la gravité de cette nouvelle maladie et la facilité avec laquelle elle s'est propagée à Wuhan, en Chine et ailleurs, en raison des multiples relations com-

merciales que les entreprises de cette ville entretiennent avec le monde entier, le problème ne pouvait être dissimulé très longtemps.

Dès le 30 janvier, un mois après que l'OMS ait signalé sa présence, selon les données officielles chinoises, il n'y avait que 169 morts en Chine, alors qu'on comptait officiellement plus de 7 000 cas d'infections dans le monde (Chine, Hong Kong, Corée du Sud, Vietnam, Japon – le bateau de croisière Diamond Princes bloqué dans le port de Yokohama avec 3700 personnes à bord – et ailleurs).

A la suite des différentes recherches des hôpitaux et instituts de tous les pays, les possibilités de détection de la présence de ce coronavirus sont devenues plus performantes. En conséquence, le nombre d'individus reconnus porteurs du virus a fortement augmenté. Si le 12 février le nombre d'infections dans le monde s'élevait à plus de 45 000 (dont 44 700 en Chine) et les décès à 1 100, le 25 février les patients identifiés se montaient à 80 350 et les décès à 2 705, le plus grand nombre (2 663) en Chine, principalement dans la province du Hubei, épicentre de l'épidémie

Comme lors des précédents MERS et SARS, cette fois encore la science bourgeoise se montre soumise – il ne peut en être autrement dans la société bourgeoise – à l'économie de marché, l'économie du profit capitaliste. Le fait même que les autorités chinoises aient dissimulé la réalité pendant des mois a entraîné un énorme retard dans la prise des premières mesures d'intervention pour limiter la propagation de la mala-

die; mais les conditions mêmes de vie, l'hygiène et la masse énorme des habitants de cette mégalopole qui ressemble à une gigantesque fourmilière, facilitent l'éruption d'épidémies incontrôlables qui, grâce aussi aux moyens modernes de transport, se propagent rapidement dans tous les pays.

Une fois l'épidémie généralisée, qu'ont fait les autorités chinoises? Elles ont isolé les villes et les territoires : selon les médias, les habitants de Wuhan et de la province ont été complètement isolés du reste du monde, bloqués chez eux. Les villes et les régions dans toute la Chine deviennent des zones militarisées et subissent la loi martiale.

Et que font les autorités dans les pays où des foyers d'épidémie apparaissent, comme en Italie? Elles isolent les villes et les territoires environnants, comme cela s'est produit en Italie dans les dix communes de Lodigiano et dans la commune de Vo' Euganeo, dans la région de Padoue. La décision de l'Italie de bloquer les vols à destination et en provenance de la Chine date du 30 janvier; La Russie a suivi, fermant ses frontières avec la Chine et d'autres pays asiatiques. Mais après que des foyers du coronavirus aient été identifiés en Italie, l'Autriche, la Bulgarie et les pays qui accueillaient massivement les touristes de la Péninsule comme l'Île Maurice, les Seychelles, la Jordanie et même le Koweït, ont interdit l'entrée sur leur territoire aux Italiens !

Il est significatif que, devant des

(Suite en page 6)

Corona virus ...

(Suite de la page 5)

épisodes comme le nouveau coronavirus, et a fortiori quand ils ne touchent pas un seul pays mais « le monde entier », les médias se ruent pour réaliser des reportages, diffuser des photos, des vidéos et des interviews de toutes sortes ; ils alimentent ainsi une inquiétude exagérée à propos d'événements qui, dans une société où la méfiance, la peur, l'incertitude, l'insécurité sont partout – peuvent facilement provoquer la panique. La réaction la plus immédiate est alors de rejeter le danger menaçant sur « l'étranger » extérieur au monde restreint de la famille, du pays, ou de la couche sociale dont on fait partie. Alors « sus à l'empoisonneur ! » qui à l'époque de la peste était dénoncé comme le responsable de la maladie, « sus au chinois ! » assimilé au porteur d'une épidémie mortelle, ou « sus à l'italien ! », comme cela arrive ces jours-ci après l'apparition de foyers en Lombardie et Vénétie : c'est au tour des très civilisés italiens (parmi lesquels les racistes ne manquent pas) de connaître un peu ce qu'ont subi autrefois les Juifs, les Roms et les immigrés...

Bien sûr, une épidémie comme celle-ci ne doit pas être prise à la légère, et cela vaudrait aussi pour la rougeole, le choléra ou toute autre maladie.

Mais chaque hiver voit la propagation de virus grippaux de différents types qui frappent régulièrement un fort pourcentage de la population en provoquant des milliers de morts, notamment parmi les personnes âgées et déjà affaiblies par d'autres maladies. Ces décès n'attirent pas l'attention des autorités et des médias : des vaccins sont déjà sur le marché et de nombreux médicaments sont à la vente pour répondre aux effets de ces gripes. La chose est différente quand un nouveau virus apparaît ; alors toutes les sociétés pharmaceutiques du monde se lancent dans des recherches pour élaborer un vaccin qui puisse être utilisé et sur lequel elles pourront gagner des sommes astronomiques – surtout si les autorités obligent quasiment la population à se vacciner (comme c'est arrivé par exemple lors de la grippe aviaire). Comme toujours les affaires avant tout, et encore mieux si la « santé publique » en est le prétexte!

Mais il y a un autre aspect dans la manière dont la bourgeoisie traite les situations de ce genre et il concerne directement le prolétariat.

Avec la propagation du coronavirus, un sentiment général de peur se répand face à ce qui apparaît comme un mal que seule peut combattre la société capitaliste, avec sa science et ses ressources, une société qui met en œuvre

tout ce dont elle dispose pour sauver le plus de monde possible...

Cela revient à dire: prolétaires, vous n'avez pas d'autre choix que de vous en remettre aux capitalistes qui disposent des moyens financiers, économiques, politiques et militaires de vous « protéger » de ces maux contre lesquels il n'existe pas de prévention sinon celle que la science sera capable de mettre au point et qui pourra servir contre de futurs malheurs ...

Car l'intérêt de la bourgeoisie ne se limite pas aux affaires, aux profits qu'elle retirent de tout malheur, de toute catastrophe ; il concerne également l'attitude du prolétariat face aux problèmes engendrés par ces catastrophes. La bourgeoisie a intérêt à ce que le prolétariat non seulement se plie aux besoins de la classe capitaliste chaque jour de sa vie ; mais il faut aussi qu'il soit convaincu qu'il n'existe pas d'alternative à la domination bourgeoise. Et, pour arriver à ce résultat, la classe dominante utilise tous les moyens qui s'avèrent efficaces: depuis les forces du réformisme traditionnel jusqu'aux scientifiques payés pour répandre en même temps la peur et la croyance en l'efficacité toute-puissante de la science bourgeoise ; depuis l'autoritarisme du pouvoir avec toutes ses forces policières et militaires, jusqu'aux religions qui invitent la population à prier un dieu qui, en plus d'envoyer les malheurs sur terre, aurait le pouvoir de les éliminer...

Le capitalisme ne changera jamais ; jamais il n'organisera la société selon les nécessités de la santé de l'humanité : les affaires, le profit capitaliste, sont absolument contraires aux besoins de la vie et de la santé humaines. C'est le capitalisme qu'il faut changer ! Autre-

ment dit il faut éliminer définitivement ce mode de production et de domination sociale, et le remplacer par une société centrée sur les besoins de l'espèce humaine en relation harmonieuse avec elle-même et avec la nature.

La bourgeoisie sait, par expérience historique, que le prolétariat est la seule force sociale qui peut l'affronter et briser son pouvoir politique et militaire. En s'érigeant en nouvelle classe dirigeante, le prolétariat peut alors réaliser son programme politique qui vise d'abord à supprimer la bourgeoisie en tant que classe sociale, donc pas seulement comme classe dirigeante, et à se supprimer lui aussi en tant que classe prolétarienne ; en effet le nouveau mode de production qu'établira la dictature prolétarienne ne sera pas basé sur l'exploitation par le capital du travail salarié au sein d'une économie transformant tout, y compris les êtres vivants, en marchandises ; il sera basé sur les besoins réels de la vie sociale de l'espèce humaine, supprimant toute division en classes et donc toute exploitation de l'homme par l'homme.

Ce n'est que dans une telle société que toutes les découvertes potentiellement positives pourront être utilisées au profit des êtres humains et non pour le marché, et que toutes les activités potentiellement nuisibles pour la vie présente et future de l'humanité seront éliminées. La prévention aura alors une importance fondamentale car la nouvelle science pourra faire des progrès impossibles à la science bourgeoise parce que celle-ci est totalement conditionnée par les intérêts de l'économie capitaliste qui est une **économie de la catastrophe!**

25/2/2020

8 MARS : Journée internationale de la Femme au temps du coronavirus

AU TEMPS DU CORONAVIRUS

Cette année, le 8 mars tombe dans la période où la propagation du Covid-19, a incité les gouvernements de nombreux pays, à commencer par la Chine, à mettre en œuvre une série de mesures drastiques (...).

La science a un long chemin à parcourir ... mais la science bourgeoise souffre d'un handicap particulièrement limitatif: elle est inévitablement conditionnée par les lois économiques du capital qui règlent toute l'activité de la société. Les plus grandes et les meilleures énergies humaines consacrées à la recherche scientifique, à la connaissance et à l'étude de la vie sur la planète, sont financées et dirigées avant tout pour four-

nir au capitalisme toujours plus de possibilités d'accroître ses profits, pour produire plus rapidement le capital, en pliant l'activité de scientifiques aux besoins du marché, de la production et de la concurrence entre les capitaux et entre capitaux et États. Cela signifie que chaque progrès de la science bourgeoise, dont se vante la société capitaliste, correspond à un millionième des progrès que la société humaine serait en mesure de réaliser si la recherche scientifique, la connaissance et l'étude de la vie étaient enfin libérées des contraintes du profit capitaliste pour se mettre au service de la vie de l'espèce humaine. Ce n'est pas la victoire supposée de la « guerre » contre Covid-19 qui facilitera cette libération: aucune guerre bourgeoise

8 MARS ...

se – économique, politique, militaire, culturelle, psychologique ou religieuse – n’a jamais conduit l’espèce humaine dans un monde sans inégalités, sans massacres, sans exploitation, lui permettant de réduire les effets négatifs des épidémies ou pandémies ou de toute catastrophe «naturelle». La science bourgeoise a découvert mille façons de tuer des êtres humains et de détruire l’environnement, mais elle est incapable, de donner à la société les connaissances et les moyens de prévenir les catastrophes «humanitaires» ou «naturelles».

Les années passeront et les scientifiques bourgeois découvriront un nouveau vaccin contre la grippe qui rapportera des milliards de profits aux grandes industries pharmaceutiques du monde, des industries qui ont tout intérêt à freiner, limiter, voire exclure complètement, la recherche la plus approfondie et la plus sérieuse pour découvrir les secrets les plus cachés de l’origine de la vie et de son évolution à la fois sur notre planète et dans l’univers. Le seul *mouvement scientifique* qui intéresse vraiment le capital consiste dans les opérations les plus diverses grâce auxquelles les capitalistes parviennent à reproduire et à accroître leur capital dans les plus brefs délais, en investissant 1 pour avoir 1 000 et avec le moins d’obstacles administratifs, bureaucratiques, juridiques, politiques et sociaux possibles. Pour arriver à ce résultat, les capitalistes plient à leurs intérêts de classe toute la société et, en particulier, les prolétaires, les travailleurs salariés, ceux qui produisent matériellement la richesse sociale que la classe bourgeoise s’approprie ; et ils doivent faire fonctionner l’État comme la défense la plus efficace de leurs intérêts de classe contre toute insubordination, toute rébellion, tout désordre social qui perturbe leurs affaires, en utilisant tous les moyens dont il dispose, légaux et illégaux, pacifiques et armés, politiques et économiques culturels et religieux.

Alors que les capitaux se font la guerre sous diverses formes, dans les domaines économique, politique et militaire, et alors que les contrastes inter-bourgeois et inter-impérialistes ont tendance à devenir de plus en plus aigus, surtout dans une période où la récession économique se profile à l’horizon, jetant l’alarme parmi les gouvernements, les bourgeoisies de tous les pays, y compris les plus « démocratiques », en profitent pour **militariser** la société. Et la « guerre contre le coronavirus » – érigé en ennemi sournois de la « santé publique », invisible, agressif, capable d’infecter sans laisser des symptômes et capable de se propager en profitant des moyens de transport modernes et du développement gigantesque des échan-

ges dans le monde – apparaît comme une occasion en or pour imposer à la majorité de la population, donc au prolétariat et aux couches opprimées, un état d’urgence se traduisant par un contrôle social plus strict ; s’il n’a guère d’utilité pour « protéger les citoyens » de l’infection virale, il permet d’habituer les prolétaires à être contrôlés, y compris individuellement, à subir des obligations et des limitations drastiques de la part des gouvernements et des « autorités responsables » au nom d’un prétendu « intérêt commun ». Il n’y a pas de gouvernement qui ne fasse appel à l’union de toute la nation, qui n’appelle chaque citoyen « à faire sa part » dans une sorte d’union générale entre exploités et exploités, entre précaires et capitalistes, entre policiers et victimes. Comme par magie, les différences entre la précarité de l’emploi et des salaires des prolétaires, et l’extraordinaire surabondance de richesse des capitalistes, semblent disparaître – et même la rivalité entre forces politiques qui se battaient jusqu’alors pour un ministère, pour un siège au parlement, pour un fauteuil dans un conseil d’administration, mais en étant, il est vrai, toutes au service de la conservation sociale!

Parmi les différentes mesures prises, il y a celles qui isolent des villes et des provinces entières dans des « zones rouges » et des « zones jaunes », enfermant pratiquement des millions d’habitants, comme en Chine ou en Italie, et bientôt en Iran ou en Corée du Nord. Ne parlons pas du système de santé publique qui, tout d’un coup, se retrouve face à une masse imprévue de patients : c’est la démonstration encore une fois du manque absolu de prévention, d’autant plus quand les dépenses de santé au cours des dernières décennies ont subi des coupes drastiques, tant en personnel qu’en investissements, et qu’une partie du service hospitalier a été complètement privatisée. Au fur et à mesure que la contagion progresse, les différents gouvernements ont fermé leurs frontières vers les pays foyers de contagion – avant de devenir eux-mêmes des foyers comme cela a été le cas pour l’Italie envers la Chine ; puis ils sont passés de la fermeture locale d’écoles pendant des semaines, à l’interdiction de tout événement public, sportif ou non, des conférences, des réunions, des congrès, etc., tandis que de nombreuses entreprises renvoyaient leur employés à domicile, en continuant à les exploiter à distance avec le télétravail.

8 MARS 2020: TOUTES LES FEMMES ENFERMEES A LA MAISON?

Il est peu probable que la manifestation habituelle des femmes ait lieu dans les rues des grandes villes le 8 mars, et

cela ne s’applique certainement pas uniquement à l’Italie. L’interdiction de manifester est décrétée dans la péninsule ; si, les travailleurs d’une entreprise qui a licencié ou qui licencie – citons au hasard Conad / Auchan, Whirpool, Safilo, Air Italy, ex Continental, ex Ilva etc. – veulent faire grève et manifester publiquement leurs revendications, par décret, ils sont empêchés, sous réserve de poursuites judiciaires. Cela est arrivé aussi en France, à Beauvais, où le 3 mars une manifestation des employés territoriaux a été interdite au nom de la lutte contre le coronavirus ! Comme le gouvernement italien l’a déclaré, nous sommes en « guerre » contre le coronavirus, donc en temps de guerre, on ne fait pas grève!

Ce n’était pas l’avis des ouvriers des usines textiles de Vyborg (Petrograd) qui, le 8 mars 1917 (le 23 février selon le calendrier russe de l’époque), en pleine guerre impérialiste, se mirent en grève contre le virus de la guerre et du nationalisme. « *Le 23 février, c’était la « Journée internationale des Femmes» (...). Le nombre des grévistes, femmes et hommes, fut, ce jour-là, d’environ 90 000. Les dispositions combatives se traduisirent en manifestations, meetings, collisions avec la police. Le mouvement se développa d’abord dans le rayon de Vyborg, où se trouvent les grosses entreprises, et gagna ensuite le faubourg dit « de Petersburg ». (...) Une foule de femmes, qui n’étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain. Autant demander du lait à un bouc. Dans divers quartiers apparurent des drapeaux rouges dont les inscriptions attestaient que les travailleurs exigeaient du pain, mais ne voulaient plus de l’autocratie ni de la guerre » écrit Trotsky dans son « Histoire de la révolution russe » (1). Les jours suivants, d’autres travailleurs se mirent en grève; deux jours plus tard, les grévistes étaient 240 000, le cinquième jour, c’était déjà l’insurrection révolutionnaire contre l’autocratie et la guerre. Alexandra Kollontai écrira: « *La journée des ouvrières est devenue mémorable dans l’histoire. Ce jour-là, les femmes russes ont levé le flambeau de la révolution prolétarienne et enflammé le monde entier; la révolution de février a commencé ce jour-là »* (2); et Trotsky répétera: « *A l’enseigne de la « journée des femmes », une insurrection des masses ouvrières de Petrograd, mûrie de longue date et longtemps contenue, éclata le 23 février »* [8 mars].*

La journée de la femme, la « journée internationale des femmes », pour les communistes de l’époque (ils s’appelaient encore socialistes ou sociaux-démocrates) avait été proposée par Clara

(Suite en page 8)

8 MARS ...

(Suite de la page 7)

Zetkin en 1910, lors de la deuxième conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague en fixant la date du 19 mars 1911 pour l'Allemagne et l'Autriche; puis repris à Paris en 1914, elle fut suspendu en raison du déclenchement de la guerre mondiale. Mais ce sont les ouvrières du textile de Petrograd qui le reprennent vigoureusement en main, le 8 mars 1917 en marchant sur la Douma. Et depuis lors, officiellement fixée par le deuxième congrès de l'Internationale communiste, elle est devenue la **journée prolétarienne de lutte internationale des femmes**, la lutte contre la double oppression à laquelle les femmes sont soumises au régime bourgeois: oppression domestique et oppression salariale.

Les revendications ne se limitèrent plus à «l'égalité des droits civils» des femmes socialistes américaines, sans parler des formulations féministes qui voyaient leur ennemi social dans le sexe masculin. Ce n'était plus seulement une inégalité entre les femmes et les hommes en matière de droits civils, ni un contraste entre les deux sexes: avec le socialisme la «question féminine» devint partie de la grande question de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, dans laquelle la classe prolétarienne assumait dans sa lutte pour l'émancipation de classe l'émancipation des femmes de la double oppression subie dans la société capitaliste.

Plus de cent ans se sont écoulés depuis que les femmes prolétaires de Vyborg, bien que sans le savoir et sans l'avoir préparé, ont commencé la révolution russe de 1917 qui, en octobre, se transcendera en la révolution prolétarienne et communiste établissant la dictature de classe. En seulement deux ans et en Russie, dans l'un des pays les plus arriérés d'Europe, comme l'écrivit Lénine en 1919, «*le pouvoir soviétique a fait plus pour l'émancipation des femmes, pour leur égalité avec le «sexe fort», qu'ils ne l'ont fait toutes les républiques avancées, cultivées, «démocratiques» du monde entier en cent trente ans [après la grande Révolution française]*» (3). L'émancipation des femmes signifie l'égalité des droits civils à tous les niveaux, et en particulier la lutte contre l'oppression domestique (cuisine, lessive, garde d'enfants, etc.), ce qui implique de ne pas se contenter d'articles de la constitution et du code civil, mais d'organiser la société pour que les femmes, comme les hommes, participent à la gestion et à la vie productive, politique et sociale communes..

Liberté, égalité, fraternité: de belles paroles que la bourgeoisie a écrites dans ses constitutions et qui inspirent

sa justice.

Mais derrière ces mots, il y a la propriété privée des moyens de production, tout d'abord de la terre, et l'appropriation privée de la production sociale. La classe des propriétaires est la classe bourgeoise, c'est la classe dirigeante qui a érigé son État en force armée pour défendre la propriété privée et l'appropriation privée de la production sociale. Dans une société divisée en classes, il y a des classes d'opresseurs et des classes d'opprimés, contraints de vivre et de survivre exclusivement dans les conditions dictées par les oppresseurs, les capitalistes, les propriétaires des moyens de production, le capital et les propriétaires terriens.

Quelle égalité peut-il y avoir entre oppresseurs et opprimés? Aucune!

Il n'y a que la lutte les uns contre les autres, une lutte que la bourgeoisie mène chaque jour parce qu'elle augmente chaque jour sa richesse, son capital en exploitant toujours plus intensément le travail salarié. Elle a généralisé le travail salarié, dans la grande industrie et dans toute activité directement productive et dans toute activité commerciale, administrative, bancaire; et après avoir transformé les paysans, les petits producteurs, les artisans en prolétaires, les forçant à être exploités dans les usines et à fonder leurs familles à l'image et à la ressemblance de la famille bourgeoise, elle a également plongé les femmes et les enfants des prolétaires dans le travail salarié, augmentant la concurrence entre prolétaires masculins et féminins entre prolétaires adultes et jeunes ou enfants et désintégrant leur famille, famille qui devait être la base sur laquelle la société était fondée.

Avec le développement du capitalisme, avec la modernisation des processus de production, l'introduction de technologies et d'innovations techniques qui simplifient progressivement les opérations de travail, la bourgeoisie n'a nullement rêvé de diminuer le temps de travail journalier des prolétaires, ni, encore moins, d'augmenter leurs salaires car les prolétaires produisent bien plus qu'auparavant. C'est essentiellement la bourgeoisie qui profite du développement du capitalisme, alors que la classe prolétarienne lui est de plus en plus soumise et que sa vie dépend de plus en plus des aléas du marché et de l'intérêt capitaliste parce que fondamentalement elle est la classe des sans réserve; peu importe que le prolétaire soit masculin ou féminin.

Le développement du capitalisme, dans les vieux pays capitalistes, a également entraîné l'intégration d'abord sociale puis politique de la main-d'œuvre féminine, élargissant la formation professionnelle et les différents niveaux d'éducation également aux femmes. Mais la superstructure politique, cultu-

relle et religieuse a continué de maintenir les femmes dans un état d'infériorité, de les forcer à se consacrer aux tâches ménagères, aux soins des enfants et au foyer, même quand elles étaient impliquées dans les diverses activités productives et sociales. C'est ainsi que l'oppression salariale s'ajoute à l'oppression domestique, que l'inégalité salariale s'ajoute à l'inégalité juridique et sociale puisque les femmes sont habituellement moins payées pour le même travail que les hommes, et dans bien des cas beaucoup moins.

Le travail salarié a fait du prolétaire, propriétaire de la force de travail, une marchandise; sa «valeur» est déterminée par la demande du marché et non par la quantité réelle de produit de son travail quotidien. Si la quantité réelle de produit de son travail individuel hier était de 100 et que 10 étaient payés, aujourd'hui où la quantité réelle de produit de son travail individuel est de 1000, elle n'est pas payée en proportion, c'est-à-dire 100, mais, tout au plus, 12, peut-être 15 en supposant que la lutte ouvrière puise arracher une augmentation de 50% au capitaliste au lieu d'une augmentation de 20%. À partir d'un simple calcul de ce type, il est possible de comprendre pourquoi les salaires des travailleurs ont constamment du mal à équilibrer le coût de la vie, tandis que les capitalistes voient leur capital augmenter en flèche: la richesse sociale augmente énormément et les capitalistes, qui ne sont qu'une minorité de la population, se l'approprient, alors que face à cette énorme richesse sociale, augmente la misère de la grande majorité de la population, composée de prolétaires, de paysans pauvres, de travailleurs saisonniers, de précaires, de chômeurs, de lumpenprolétariat.

Le climat social engendré par l'oppression capitaliste constitue un tourment perpétuel pour les femmes, et pour les femmes prolétaires en particulier. Non seulement elles subissent la double oppression dont nous avons parlé, domestique et salariale, mais elles subissent aussi une forme de propriété privée, d'esclavage dégénéré qui les transforment en pur objet à la disposition des hommes. La femme peut devenir à tour de rôle un objet de plaisir, un jouet, une servante, une amante, une obsession ou la cible d'insatisfactions, de débordements, de la violence que l'homme accumule au fil du temps.

Un vieil adage prétend que la prostitution est le plus vieux métier du monde ...

En réalité, la prostitution est née comme **métier** dans la société lorsque la division en classes est apparue, et seules certaines femmes s'y consacraient. Le capitalisme n'a fait que généraliser la prostitution, en en faisant une transaction commerciale: la femme, par nécessi-

té économique, vend son corps à un homme pendant un certain temps, comme s'il s'agissait d'une location, pour une heure, une journée, une nuit, une semaine, et l'homme paie son utilisation pour le temps convenu. Marchandise contre argent, argent contre marchandise. Étant une marchandise, un homme ou une femme peut l'acheter, et étant un objet loué, elle peut être utilisée par plusieurs personnes en même temps.

Mais le capitalisme a fait plus ; dans la famille bourgeoise, il a transformé la femme en prostituée à plein temps, 24 heures sur 24 comme on dirait aujourd'hui. La « libération » des hommes et des femmes de la servitude féodale que la bourgeoisie a réalisée par sa révolution a abouti à une nouvelle oppression, plus insidieuse ; libérés des liens du servage et du lopin de terre dont ils tiraient leurs moyens de subsistance, hommes et femmes, se sont transformés en prolétaires libres, c'est-à-dire producteurs de progéniture, d'enfants, se soumettant eux-mêmes et soumettant leurs enfants aux capitalistes, les seuls employeurs, les seuls qui en contrepartie de l'exploitation de leur force de travail, donnent aux prolétaires de l'argent pour acheter ce dont ils ont besoin pour survivre sur le marché. La main-d'œuvre est une marchandise, elle est ven-

due et achetée sur le « marché du travail » ; donc toute la vie des prolétaires et de leur famille dépend de cette vente. Se prostituer signifie se vendre ; pour vivre, le salarié doit se prostituer, se vendre à l'employeur, au capitaliste. Bien sûr, il vend sa force de travail, mais dans le cas de la femme prolétarienne, elle est mise en situation de vendre non seulement sa force de travail mais aussi son corps.

L'émancipation à laquelle aspire le prolétaire homme est la même à laquelle aspire la femme prolétaire ; mais celle-ci est obligée de mener chaque jour une bataille de plus, une bataille contre l'esclavage domestique et contre la vente de son corps. La question fondamentale n'est une question de genre, c'est une question sociale. Tant que se maintiendra la société capitaliste, la société qui a transformé toutes les activités humaines et toutes les relations en marchandise, qui fait dépendre la vie de tous les êtres humains des besoins du marché capitaliste et qui se caractérise par la division entre les classes et la division du travail, il ne sera jamais possible d'éliminer l'oppression que la bourgeoisie exerce sur la grande majorité de la population mondiale, et sur le prolétariat en particulier. L'émancipation n'a donc jamais été et ne sera jamais une question

entre les sexes, mais une question entre les classes, entre la classe des oppresseurs et la classe des opprimés. C'est pourquoi, pour le marxisme, il n'y a pas de « question féminine » spécifique à résoudre au sein du capitalisme avant de révolutionner la société tout entière. La question de la femme, de son oppression spécifique, ne pourra être résolue que par la victoire de la révolution prolétarienne et l'établissement de la dictature prolétarienne à la place de la dictature bourgeoise, pas avant. L'exemple de la révolution russe d'octobre 1917 est la démonstration de cette thèse. Mais les femmes prolétariennes apporteront une contribution essentielle à la révolution prolétarienne, à sa préparation ainsi qu'à la mise en œuvre de la transformation politique, sociale et économique que la dictature prolétarienne mettra en œuvre. Lénine répéta mille fois qu'il n'est pas possible de mettre en œuvre le socialisme sans l'apport indispensable des femmes prolétaires dans tous les domaines, du politique au social, de l'économique à celui de l'exercice du pouvoir.

Il ne sera pas facile pour le prolétariat de remonter de l'abîme dans lequel il est tombé sous l'influence toxique de

(Suite en page 10)

Pandémie COVID-19 en Espagne **Contre « l'état d'alarme » !**

Contre les mesures anti-prolétariennes du gouvernement !

Depuis samedi dernier, après la réunion du Conseil des ministres du gouvernement PSOE (Parti socialiste) -PODEMOS, l'« état d'alerte » a été décrété en Espagne. La population doit être confinée à son domicile ... sauf pour aller travailler. L'armée a été déployée dans les principales villes du pays, contrôlant les déplacements des piétons comme des véhicules ; le gouvernement s'est engagé à garantir le fonctionnement des industries jugées « stratégiques » pour l'économie nationale ... C'est la réponse la plus visible que la bourgeoisie espagnole donne à la crise causée par la propagation du virus, par laquelle elle entend montrer sa force, sa capacité coercitive, sa capacité à maintenir un contrôle sans faille sur la vie sociale du pays.

Mais derrière ces mesures annoncées par le battage médiatique de la télévision, de la presse et de la radio, il y a eu depuis vendredi dernier des annonces de licenciements, des exemptions temporaires de la réglementation du travail, etc. qui vont frapper très durement les conditions d'existence des prolétaires dans les prochains mois. Les médias, les ministres, etc., gardent un silence de

mort sur ces mesures. Alors que les employeurs exigent (et obtiennent) du gouvernement des mesures exceptionnelles pour leur permettre de licencier autant de travailleurs qu'ils le jugent nécessaire et des conditions de financement et fiscales exceptionnelles pour que ne soient pas affectées leurs finances dans les mois à venir, il est implicitement admis que ce seront les prolétaires qui paieront les pots cassés de cette situation d'urgence sanitaire.

Le gouvernement du Parti socialiste et de Podemos reste muet sur la sombre réalité qui attend les prolétaires dans les semaines à venir. Il a promis une « aide aux travailleurs », mais il a d'abord mis en place le contrôle militaire du pays et contraint tous les travailleurs à continuer leur travail au risque d'attraper et de transmettre le virus aux secteurs les plus vulnérables de la population. Il a fermé des écoles, les instituts et les universités, mais il a laissé les prolétaires qui dépendent de ces institutions pour s'occuper de leurs enfants (et dans de nombreux cas, y compris de leur nourriture) seuls face à leurs employeurs, qui ont catégoriquement refusé de supporter le coût de

ces mesures. Nombreux sont les prolétaires qui ont perdu leur emploi depuis vendredi : Non seulement ceux qui ont subi les licenciements annoncés par les chaînes de restauration rapide telles que Telepizza, Domino's, etc. mais aussi tous ceux qui ont un emploi précaire, avec des contrats à l'heure, limités à quelques jours, etc., et qui ont tout simplement constaté que leur emploi ne serait pas renouvelé : ils se retrouvent, totalement dépourvus, à subir les conséquences de l'isolement prévu pour la période qui vient.

Démonstration qu'ils rament dans la même direction et qu'ils ont les mêmes intérêts, les syndicats et les patrons ont présenté, ensemble, leurs demandes. La principale est la déréglementation des contrats de travail temporaire, ce qui signifie le droit des entreprises à résilier temporairement les contrats de travail des prolétaires jugés non indispensables. Avec cette mesure, l'industrie automobile (Nissan, Renault, Iveco, etc.) a déjà commencé à renvoyer des gens chez eux, profitant de la situation pour arrêter la production et amortir les effets de

(Suite en page 10)

8 MARS ...

(Suite de la page 9)

l'opportunisme et du collaborationnisme interclassiste ; il le fera cependant grâce à la concomitance de facteurs économiques et sociaux qui mettront le pouvoir bourgeois à genoux et les initiatives de lutte que les femmes prolétariennes mèneront, comme l'ont fait les prolétaires de Vyborg le 8 mars 1917. À ce moment, la date du 8 mars reprendra sa couleur d'origine: le **rouge** du sang prolétarien versé en temps de paix et comme en temps de guerre par les capitalistes.

Le virus de la révolution se transmettra à travers les continents, il « infectera » et affaiblira les bourgeoisies

et leur pouvoir et il sera si contagieux qu'aucune frontière ne pourra l'arrêter ; alors ce sera la guerre, la **guerre des classes** dont les objectifs ne seront pas la réforme du système capitaliste, la réparation de ses dégâts, le rééquilibrage de son économie, mais le renversement du pouvoir politique bourgeois, la destruction de son État, la suppression de toute représentation politique, sociale et économique des capitalistes et la répression la plus implacable de toute tentative de restauration de la domination bourgeoise.

Ce n'est que dans ces conditions que la dictature prolétarienne, exercée avec fermeté et intelligence par le parti de classe – communiste et international – utilisant les expériences produi-

tes par la lutte de classe prolétarienne et de la révolution, pourra diriger la société vers le socialisme, vers l'émancipation non seulement de la classe prolétarienne mais de toute l'humanité de l'esclavage salarié, du mercantilisme, en un mot du capitalisme !

(1) cf <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/hrrusse/hrr07.htm>

(2) cf A. Kollontai, *International Women's day*, International socialist pamphlet, in <http://marginalia vincenza perilli.blogspot.fr/2008/02/8-marzo-il-mito-delle-origini-e-del.html>

(3) cf Lenin, *Il potere sovietico e la donna*, 6 novembre 1919, in Oeures, XXX, pp. 102-103.

Pandémie COVID-19 en Espagne

(Suite de la page 9)

la surproduction accumulée dans les derniers mois.

Les petits exploitants, propriétaires de bars, lieux de divertissement, magasins, etc., qui ont été contraints de fermer, ont pu licencier leurs travailleurs sans tarder et, compte tenu des prévisions d'annulation des grands événements touristiques (Fallas, Pâques, Foire d'Avril, etc.), ils prévoient de licencier des dizaines de milliers de travailleurs dans les prochains mois.

Dans cette situation, il est évident que c'est sur le dos des prolétaires que retombent les coûts de l'épidémie : ils paieront sur leurs salaires le coût social et économique du virus. Comment serait-il possible de croire que demain, lorsque l'épidémie sera terminée et que les choses reprendront leur cours, cela s'améliorera pour les prolétaires? Les licenciés reprendront le travail dans des conditions pires qu'auparavant, et l'angoisse et la misère dont ils auront souffert pendant ces mois resteront à jamais.

L'épidémie de coronavirus montre clairement que dans le monde capitaliste, les prolétaires supportent le poids de la société, subissent les conséquences de toute catastrophe, paient de leur intégrité physique et mentale et même de leur vie, les besoins de l'économie nationale. Les licenciements, les dérèglementations du travail temporaire, les agressions qui résulteront de l'état d'alerte, les pressions policières et militaires ... se font et se feront à l'avenir sous un gouvernement « social », progressiste, composé de partis qui appellent les classes populaires et les prolétaires en particulier à les rejoindre, à faire confiance à l'État, au gouvernement, aux autorités, etc. qui, grâce à eux, seraient mis au service de « la majorité ». C'est le gouvernement de Pedro Sán-

chez et Pablo Iglesias qui fait sortir l'armée dans les rues pour garantir l'ordre bourgeois. Car l'armée n'a pas été déployée pour garantir la santé de la population ou la salubrité des villes, mais pour montrer une force, un pouvoir, que la bourgeoisie a besoin d'affirmer.

Les prolétaires ne peuvent faire confiance à personne, à aucune institution, à aucun gouvernement ... L'épidémie de Covid-19 a montré la réalité du gouvernement du « changement »: il n'y a pas de différence avec les mesures que le gouvernement Rajoy de droite aurait prises, ni avec celles prises par le gouvernement italien ou celles que les Français vont prendre dans les prochaines semaines.

La bourgeoisie est incapable d'assurer la santé de la population. Cette épidémie va faire des milliers de morts en Europe, dont beaucoup en Espagne, pays où, jusqu'à il y a une semaine, le gouvernement prétendait qu'il était absolument impossible que cela se produise ... Mais aujourd'hui encore aucune action n'a été prise pour instaurer une prévention vraiment efficace. Le confinement à domicile, l'interdiction de sortir si ce n'est pas indispensable, de se réunir, etc., sont des mesures ridicules si l'on songe que la principale raison des déplacements, l'obligation d'aller au travail tous les jours pour gagner un salaire, continue comme avant. Le gouvernement « permet » à ceux qui n'ont pas d'autre choix d'aller travailler: cela signifie en fait que le gouvernement **oblige** les prolétaires à aller se mettre au service de leur entreprise, mettant leur santé en danger. Cela garantit que l'épidémie se propage partout, de villes en villages. Y a-t-il un sens à ne pas pouvoir se promener, quand matin et soir les prolétaires qui ont encore un emploi doivent emprunter les transports publics, qui sont le

principal vecteur de contagion dans les villes?

Où il y a un sens : pour la bourgeoisie, la santé, le bien-être de la population est quelque chose de complètement secondaire par rapport aux exigences de leurs entreprises. Les prolétaires sont une main d'oeuvre à exploiter, ce sont eux qui génèrent la richesse sociale, eux qui engendrent le profit ... Et s'ils doivent être infectés au travail, la bourgeoisie proclame que c'est nécessaire qu'il

Suplemento Venezuela N° 24 al N. 53 de «el programa comunista» Marzo de 2020

- Venezuela: profundización de la crisis económica, impasse de la crisis política burguesa, necesidad urgente de la lucha de clase proletaria
- Golpe civil-militar en Bolivia ¡Ni Morales ni Mesa-Camacho ni el ejército! ¡Por la independencia de clase! ¡Por la lucha proletaria revolucionaria!
- Virus corona: una epidemia que la burguesía no controla pero utiliza para aumentar su control político y social
- El mundo capitalista sobre un volcán
- Luchas de masas proletarias en Colombia: ¡Por una orientación y organización de clase!
- Haití: la explosión social sacude el orden burgués y el yugo imperialista
- Chile: ¡Contra el aumento del precio del transporte! ¡Contra la carestía de la vida! La lucha de la clase proletaria indica el camino
- Revuelta en Ecuador. Contra las exigencias de la burguesía nacional e internacional, la clase proletaria debe hacerse oír.
- Plataforma de la internacional comunista

Precio de una copia: América Latina: US \$ 0,5 / América del Norte: US \$ 1 / Europa: 1euro

La nécessité de répondre à la situation créée par l'épidémie nous oblige à reporter notre analyse des luttes de cet hiver en France. En attendant de pouvoir y revenir, nous publions ci-dessous les derniers tracts que nous avons diffusés à ce sujet

*

Pour lutter contre les attaques bourgeoises, il faut rompre avec les orientations des directions syndicales et revenir à la lutte indépendante de classe!

La combativité et la détermination exemplaires des travailleurs de la RATP et de la SNCF en grève illimitée, la forte mobilisation d'autres secteurs (Education Nationale, etc.) et la participation massive aux diverses manifestations n'ont pu contraindre le gouvernement à abandonner son attaque sur les retraites, même si elles l'ont obligé à faire quelques compromis, plus ou moins temporaires comme son recul sur « l'âge pivot » et quelques concessions à certains secteurs.

Cet échec n'est pas celui des travailleurs !

Il est celui de l'orientation de la lutte décidée par l'intersyndicale. Dès le départ, les directions syndicales ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour éviter

que les prolétaires recourent à des méthodes de lutte classistes : constitution de comités de grève, mise en place systématique de piquets de grève, refus des préavis, envoi de délégations massives aux autres entreprises pour les appeler à rejoindre la lutte, etc. Ce qui leur importait, c'était d'éviter que le mouvement débouche sur une confrontation générale avec le gouvernement qu'ils n'auraient pas pu contrôler, et qui aurait risqué d'ébranler l'ordre bourgeois. C'est pourquoi, se refusant à élargir le mouvement sur la lancée de l'entrée en grève des travailleurs des transports, les directions syndicales ont repris leur **funeste tactique** des « journées d'action » à répétition et des impuissantes manifestations. Tout en réaffirmant constam-

ment leur volonté de lutter « jusqu'au retrait » et en multipliant les déclarations combatives démagogiques, elles ont attendu plusieurs semaines, après s'être mises en congé de la lutte pendant les fêtes, pour appeler à des journées de grève dans les ports ou déclencher, sous la pression des travailleurs, la grève des éboueurs. Sans oublier la levée des préa-

(Suite en page 12)

en soit ainsi. Les stupides campagnes «*Je reste chez moi*» sont un exercice d'hypocrisie sans limite auquel se livrent tous les porte-parole de la bourgeoisie, parlant d'une responsabilité individuelle qui se termine juste au moment où les ouvriers sont contraints d'aller travailler en risquant leur santé.

L'épidémie de coronavirus doit être une leçon pour les prolétaires. Ils vont payer cher, avec des milliers de morts et des centaines de milliers de malades, mais ils doivent avoir une idée claire de toute cette situation: dans le monde capitaliste la vie humaine n'a aucune valeur, surtout si c'est la vie d'un prolétaire, de ses aînés ou de ses enfants. La seule logique du capitalisme est d'exploiter la main-d'œuvre jusqu'au bout, de consacrer toutes les ressources sociales à garantir la reproduction et la valorisation du capital, à diminuer les coûts et à accroître les bénéfices. La bourgeoisie et son État, le gouvernement quelle que soit sa couleur, les syndicats qui oeuvrent ouvertement pour défendre les intérêts des patrons, montrent dans cette crise leur vrai visage: tous unis contre les prolétaires, les obligeant à travailler avec l'armée dans les rues, les licenciant par dizaines de milliers et les condamnant à la misère dans les mois à venir. Toutes les ressources sociales sont consacrées à la sauvegarde de l'économie nationale et au maintien de la paix sociale, alors qu'une véritable maîtrise de l'épidémie est laissée au hasard, assumant des milliers de morts comme si c'était un destin inévitable pour les plus faibles.

Le Covid 19 montre la guerre quotidienne déchaînée que la bourgeoisie mène continuellement contre les prolé-

taires, une guerre qui s'accroît dans des situations comme celle d'aujourd'hui, où la vie elle-même n'est plus assurée. La classe prolétarienne n'a pas la force nécessaire pour réagir ; des décennies de collaboration avec la bourgeoisie, d'intoxication démocratique, d'habitude à considérer l'État et ses institutions comme des entités situées au-dessus des classes sociales, d'identification de leurs intérêts avec ceux de la bourgeoisie ..., ont paralysé son corps social. Les partis et les syndicats dits ouvriers ont, depuis de longues années, lié les prolétaires à leur ennemi de classe, les appelant à défendre l'intérêt général et national, présenté comme un objectif commun à toutes les classes sociales.

Mais la force même des événements, la profondeur des crises comme celle actuelle, poussent et pousseront inévitablement les prolétaires sur le terrain de la lutte. Ce n'est que par la lutte que leurs conditions d'existence même les plus élémentaires peuvent être défendues efficacement. Chacune de ces situations contribue à mettre de plus en plus la classe prolétarienne face au dilemme qu'elle devra tôt ou tard assumer: ou affronter la bourgeoisie ou abandonner ses revendications ; ou lutter pour imposer ses intérêts de classe ... ou alors son destin est scellé.

Non à l'état d'alarme! Non à la militarisation!

Contre l'unité nationale entre bourgeois et prolétaires!

Pour le retour à la lutte de classe indépendante!

Pour la reconstitution du Parti Communiste!

15/3/2020

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 19 / Enero de 2020

• • • Detrás de la inestabilidad parlamentaria está la crisis política de la burguesía española. Detrás de la crisis política se encuentra la crisis social del sistema capitalista • • • Atacan con una granada del ejército español el centro de acogida para menores de Hortaleza (Madrid) • • • Coop 25: cambio climático y catástrofe capitalista • • • Argentina. La diversión electoral acude en ayuda de un capitalismo en bancarrota económica • • • Chile. ¡Contra el aumento del precio del transporte! ¡Contra la carestía de la vida! La lucha de la clase proletaria indica el camino • • • Luchas de masas proletarias en Colombia: ¡Por una orientación y organización de clase! • • • Revuelta en Ecuador. Contra las exigencias de la burguesía nacional e internacional, la clase proletaria debe hacerse oír • • • Francia. Frente al sabotaje de las direcciones sindicales, ¡librar la lucha sobre una base de clase! • • • También en Irak, miles de jóvenes han estado protestando. Los jóvenes se manifiestan, las fuerzas del orden burguesas disparan • • • Gota fría en el Levante. Los ríos y las ramblas se desbordan. Pero es el capitalismo el que anega la vida • • • Otra vez: un trabajador muerto en la factoría de lingotes especiales (valladolid)

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Suplemento al N° 19 - Covid-19 - Marzo 2020

• • • Covid-19, una epidemia como pretexto para que la burguesía de cada país se enroque en una despiadada lucha de competencia y para prepararse para una guerra sucia y continuada que tendrá como teatro todo el mundo. La sociedad burguesa no está hecha para priorizar la prevención de eventos naturales y la aparición de epidemias o pandemias • • • La España de los héroes y de los balcones • • • Un ejemplo de lucha

Pour lutter contre les attaques bourgeoises ...

(Suite de la page 11)

vis de grève dans les transports routiers au début de l'année, après l'obtention de quelques miettes, ou l'appel le 28/1 par l'intersyndicale du secteur à la fin de la lutte chez les pompiers – appel qui a suscité la colère des intéressés. Enfin dans la santé, les appareils syndicaux ont maintenu le mouvement à l'écart de la lutte sur les retraites, et ils noient les revendications pour les salaires et les conditions de travail du personnel du secteur derrière des revendications interclassistes.

S'il fallait une preuve encore qu'il est impossible de compter sur les directions syndicales, il suffirait de constater qu'elles se sont précipitées le 30/1 pour aller discuter avec le premier ministre du financement de la réforme qu'elles prétendaient combattre – après avoir avancé au mercredi la date de la rituelle « journée d'action » pour ne pas troubler la discussion...

Les syndicats UNSA-RATP (le premier à appeler à la fin de la grève reconductible), SUD Rail et FO Cheminots appelaient à une journée de grève le 17/2 (jour de débat parlementaire!), comme si un jour de grève pouvait avoir un résultat quelconque ! De son côté l'intersyndicale propose une ribambelle de

« journées d'action » et de dates qui n'ont d'autre but que d'épuiser la combativité des travailleurs en éparpillant ce qui reste des énergies....

Il est inévitable que de tels **saboteurs** mènent la lutte à l'échec. Engagés dans une collaboration de classe et un « dialogue social » permanents avec les patrons et l'Etat bourgeois qui les financent ; défenseurs, comme les partis «de gauche», de l'ordre établi (qu'ils ne rêvent de réformer que si ça ne met pas en péril la bonne marche de l'économie capitaliste nationale ou de l'entreprise), les appareils syndicaux ne peuvent défendre réellement les intérêts prolétaires, parce que ces intérêts sont directement opposés à ceux des capitalistes : les patrons et l'Etat bourgeois ne sont pas des « partenaires » des prolétaires, ce sont leurs **ennemis de classe**. Vis-à-vis d'eux ce n'est pas le *dialogue* qui est nécessaire mais la **lutte de classe** !

Pendant le conflit sont apparus, de façon plus ou moins importante selon les endroits, des AG interpro rassemblant des travailleurs de divers secteurs et des coordinations. Ces initiatives sont positives, car elles permettent de dépasser les divisions de catégorie, de métier ou autres. Malheureusement, elles se sont le plus souvent limitées à un rôle d'auxiliaire des directions syndicales et de mise en pratique de leurs orientations; et cela en bonne partie à cause des courants dits d'« extrême » gauche, indé-

crottables soutiens des appareils collaborationnistes, des partis réformistes... et de la farce électorale! Le prolétariat a la force potentielle non seulement de mettre en échec les attaques bourgeoises, mais de renverser le capitalisme. Mais cette force ne peut s'exprimer que sur le terrain de la **lutte ouverte** unissant les travailleurs de toutes catégories, de tout sexe, de tout âge et de toute nationalité, dans la défense exclusive de leurs seuls intérêts de classe. Cela implique l'organisation et la direction de la lutte sur des **bases de classe**, indépendamment des forces qui orientent les luttes vers de « bonnes » réformes à faire accepter aux capitalistes et à leur Etat, et de ceux qui proposent l'union avec ces forces. Les attaques bourgeoises vont continuer et s'aggraver parallèlement à la crise capitaliste. Il est possible de résister et de vaincre, mais seulement sur la base de l'**organisation prolétarienne indépendante** des luttes qui signifie:

Rupture avec les orientations de collaboration de classe des directions syndicales et de leurs larbins !

Union de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés ou chômeurs, contre les attaques capitalistes !

Lutte ouverte contre les capitalistes et leur Etat, en reprenant les méthodes et les moyens de la lutte de classe !

17/2/2020

Le « dialogue social » et la collaboration de classe mènent à la défaite. Seule l'organisation et la lutte de classe peuvent mettre en échec le gouvernement !

Plus de 50 jours après le début de la lutte contre le projet gouvernemental contre les retraites, la journée du 24 janvier a vu un regain de la mobilisation : nombre en général supérieur de manifestants et de grévistes par rapport à la précédente journée. Dans son appel à la nouvelle journée d'action, l'intersyndicale écrit que le mouvement « *s'étend et se renforce dans la durée avec énergie et volonté* ». En réalité les travailleurs de la RATP et de la SNCF, fers de lance du mouvement, ont été contraints d'arrêter leur grève illimitée en l'absence d'une extension généralisée de la lutte, en dehors des travailleurs de l'enseignement. Pendant des semaines ils ont poursuivi leur grève malgré l'isolement de fait dans lequel les ont maintenus les directions syndicales.

Rappelons que ces dernières ont déserté la lutte pendant les fêtes et qu'elles ont levé au début de l'année le préavis de grève des chauffeurs routiers après que le gouvernement, crai-

gnant un blocage du pays, ait lâché quelques miettes.

Rappelons qu'elles ont attendu la fin de la grève de la RATP et de la SNCF pour distribuer l'argent récolté en soutien aux grévistes, pour organiser un blocage de 3 jours des ports français ou pour lancer un mouvement de grève chez les éboueurs parisiens – la CGT avouant être obligée de « *freiner les agents* » (1).

En fait les directions syndicales craignent autant que le gouvernement une généralisation et un renforcement du conflit qui, échappant à leur contrôle, pourrait menacer la stabilité de l'ordre bourgeois. Il y a peu un responsable syndical s'alarmait : « *La colère des salariés ne cesse de s'amplifier (...) Je ne suis pas sûr que les organisations syndicales arriveront à tout gérer, on risque d'être dépassé à un moment donné (...) On peut se retrouver dans une situation d'insurrection, on ne l'écarte pas, mais ce n'est pas ce qu'on cherche, nous* » (2).

Les grands appareils syndicaux sont depuis des lustres intégrés dans un réseau de collaboration des classes mis en place par la bourgeoisie pour maintenir la paix sociale et dont ils reçoivent l'essentiel de leurs ressources. En 2018, l'Etat et les patrons ont accordé 127 millions d'euros aux « partenaires sociaux » pour « *financer le dialogue social* » (3), mais ce n'est qu'une petite partie des multiples subventions reçues par les appareils syndicaux pour qu'ils remplissent leur fonction de garde-fous de l'ordre social (4). Faut-il s'étonner alors qu'ils se refusent à engager une véritable lutte contre les capitalistes et leur Etat ? Ce dialogue social et ces sempiternelles négociations qui prennent la place de la lutte, ne sont que la **soumission** aux intérêts des capitalistes et au respect des règles de l'Etat bourgeois, adversaires de classe des prolétaires. Enième démonstration : alors que l'intersyndicale réaffirme haut et fort qu'elle « *réclame le retrait du projet de réforme* » (mais pour « *ouvrir des négociations afin d'améliorer le régime actuel* » !), les directions syndicales ont décidé de **participer** avec la CFDT à la Conférence gouvernementale sur le financement de la réforme !

La Libye, comme la Syrie et l'Irak, terre de conquêtes pour les impérialismes et les factions bourgeoises régionales et locales assoiffées de profit

(Suite de la page 1)

gaz de ce « bac à sable » (comme l'appelait l'Italie colonialiste à l'époque de la guerre italo-turque de 1912).

Comme nous l'écrivions en avril dernier (2), parmi tous les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient, la Libye n'a jamais été un pays qui pouvait compter sur une base nationale unitaire. Elle est toujours restée un conglomérat de tribus, de clans, qui ont continué à vivre des morceaux d'un territoire en majorité désertique qui pour des raisons géographiques et historiques se présente comme une énorme enclave au milieu de pays beaucoup plus peuplés. Les années où un chef militaire comme Kadhafi réussissait à gérer les diverses tribus en leur assurant une portion des richesses pétrolières et un fragment de pouvoir autonome sur leur territoire, sont passées à jamais. Pendant des années des régimes militaires ont pu, comme pour l'Irak de Saddam Hussein, conquérir une certaine autonomie par rapport aux anciennes puissances coloniales et garantir une certaine stabilité étatique, en s'appuyant sur l'un ou l'autre des impérialismes dominants, les Etats-Unis et l'URSS. Pendant des années, avoir en main le pétrole et le pouvoir de négocier des concessions aux diverses compagnies pétrolières internationales constituait une force et permettait une certaine autonomie étatique grâce aux ressources tirées de la vente de cet or noir dans un climat d'équilibre des rapports de force entre les deux grands camps impérialistes.

RAPPORTS DE FORCE INTERNATIONAUX EN CHANGEMENT CONTINUEL

BESOIN VITAL DE LA DIRECTION INDÉPENDANTE ET DE CLASSE DE LA LUTTE PROLETARIENNE

Les conflits des dernières années avaient déjà démontré que confier le sort de la lutte à ces appareils syndicaux est la défaite assurée. Pour résister aux attaques bourgeoises continues, il est indispensable de rompre avec leurs tactiques défaitistes et de renouer avec les orientations, les méthodes et les moyens de la lutte de classe. L'apparition de comités de grève, d'AG interpro et de coordinations pendant le mouvement actuel constitue un premier pas pour que les travailleurs prennent leur lutte en main et surmon-

tent leurs divisions. Mais tant que ces formes d'organisation laissent aux directions syndicales la direction du combat; tant qu'elles se contentent d'être les exécutants de leurs décisions; tant qu'elles ne trouvent pas la force non seulement d'entretenir la mobilisation, mais de devenir les véritables organes **dirigeants** de la lutte, menée sur des orientations **de combat classistes**, elles ne remplissent pas réellement leur rôle pour la victoire de cette lutte prolétarienne: une direction indépendante et de classe de la lutte est un **besoin vital**.

Mais les rapports de force ont changé à la suite d'une série de facteurs :

- Le déclin des vieilles puissances coloniales, France et Grande-Bretagne ;-
- L'importance prise sur le marché des matières premières vitales pour l'industrie capitaliste de pays comme l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, la Libye, l'Algérie...

- L'émergence toujours plus forte de puissances économiques comme, en Europe, l'Allemagne, et la Chine en extrême orient et l'affaiblissement de la domination des Etats-Unis dans le monde en dépit de la disparition de l'URSS et l'émiettement de son vieil « empire ».

- La rébellion des prolétaires et des masses déshéritées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (et donc pas seulement en Palestine) qui ont provoqué la chute de despotes locaux , comme Moubarak en Egypte, Ben Ali en Tunisie, mais aussi l'intervention des grands impérialismes pour faire face aux conséquences des « printemps arabes » comme en Syrie et en Irak, jusqu'au renversement de Kadhafi

Chacun peut constater la situation qui a suivi les interventions militaires impérialistes :

- Dans les pays où à la suite de la « lutte contre le terrorisme international » conduite par les impérialismes occidentaux, la domination politique est retombée entre les mains de despotes locaux comme en Egypte Al Sissi soutenu par les Etats Unis, la situation sociale reste sous un contrôle bourgeois impitoyable avec une répression systématique de toute opposition.

- En Syrie la domination du régime de Assad a été assurée par le puissant soutien militaire de l'impérialisme russe et le soutien indirect de l'Iran, mais pas

sur tout le territoire hérité du partage réalisé à l'issue de la première guerre mondiale par les accords entre la France et la Grande Bretagne.

- En Irak après la chute de Saddam Hussein la situation ne s'est jamais « stabilisée » et encore moins « démocratisée » comme c'était l'objectif affiché des impérialismes occidentaux qui avaient déclenché la guerre.

- Au Liban la situation politique et sociale menace constamment de dégénérer en guerre civile.

- En Palestine, et particulièrement dans la bande de Gaza, la répression quotidienne de la part des Israéliens a le soutien explicite ou implicite des Etats-Unis, de la très démocratique Europe, de la Ligue Arabe et de l'Egypte qui a découvert récemment les avantages de faire des affaires avec Israël à l'occasion de la mise en production des gisements de gaz Léviathan et Tamar (concession obtenue de Chypre-Nicosie sur sa zone maritime exclusive).

- La Jordanie est le seul pays où la situation reste relativement stable. Ceci est dû au fait que le pays n'est pas un producteur de pétrole ou de gaz et qu'il constitue pour l'Europe et les Etats-Unis un Etat-tampon, apte à atténuer un peu les tensions dans la région. Depuis 2002 l'Union européenne a un rapport étroit avec le pays à qui elle a accordé des centaines de millions d'euros de prêts pour soutenir son économie (le dernier, de 500 millions, date de fin décembre). La Jordanie héberge des réfugiés palestiniens depuis des années (environ 3 millions) ; elle a connu dans la dernière période un afflux de syriens : environ 1,3 millions dont seuls 655 000 sont officiellement reconnus comme réfugiés ; cela la peut la faire comparer sur ce point à la Turquie, mais la Jordanie a une force économique, politique et militaire extrêmement plus faible.

- La Libye, à la différence de la Syrie ou de l'Irak, n'est pas sortie, même par-

(Suite en page 14)

Union dans la lutte par-dessus toutes les divisions de métier, corporation, statut et autres!

Non à la collaboration de classe et au dialogue social! Oui à la lutte et à l'organisation de classe contre toutes les attaques capitalistes!

27/1/2020

(1) *Le Monde*, 26-27/1

(2) Déclaration du secrétaire CGT du port de Marseille à Sud Radio, 15/1/2020, 12h04.

(3) cf www.agfpri.fr. (4) Selon le Conseil d'Etat, largement moins de 50%

La Libye ...

(Suite de la page 13)

tiellement, de la situation désastreuse dans laquelle elle est tombée après la chute de Kadhafi. Au-delà des richesses pétrolières et gazières du pays et de son importance géostratégique, tout se passe comme si les diverses puissances capitalistes utilisaient la Libye comme un territoire où mesurer leurs forces : en conflit sont non seulement les diverses fractions bourgeoises du pays, mais tous les Etats qui sont de près ou de loin engagés sur ce théâtre d'opération pour, chacun pour soi, défendre leurs intérêts et leurs prétentions. En Libyen n'est définitif, comme d'ailleurs en Syrie ou en Irak ; et l'on voit, peut-être jamais de façon aussi claire, à quel point les accords entre les parties en conflit, contresignés par toutes les puissances de la planète, ne valent pas un sou ! Mais par ailleurs cela fait bien longtemps qu'Israël a donné l'exemple : se moquant des innombrables accords de paix et résolutions de l'ONU, l'Etat hébreux n'a jamais cessé sa guerre de conquête des territoires palestiniens et la répression des populations qui y vivent.

UNE GUERRE CIVILE ENTRE BANDES ARMÉES ATTISÉE PAR LES PUISSANCES RÉGIONALES ET IMPÉRIALISTES

Après la chute de Kadhafi, une guerre civile s'est déchaînée en Libye de 2011 à 2014 où se sont impliquées toutes les 140 tribus et toutes les milices qui se sont constituées (il y en aurait 240), dont celles ayant des liens avec Al Qaïda ou Daech. Evidemment l'ONU et les puissances impérialistes affirmaient continuellement être à la recherche d'un accord de paix qui permettrait la reprise de la production et de la vente du pétrole, avec les inévitables élections pour donner au pays un semblant de démocratie. Entre-temps s'étaient constitués 2 parlements, l'un dans la capitale Tripoli, l'autre à Tobrouk, ville proche de la frontière égyptienne, que l'ONU essaya sans succès de rapprocher. Finalement un accord de paix fut signé en décembre 2015 : il prévoyait la constitution d'un « Gouvernement d'Accord National » (GAN) dirigé par Fayed El-Sarraj reconnu internationalement comme « seul gouvernement légitime » et siégeant à Tripoli. Le peu de valeur de cet accord se constate au fait que la guerre civile ne s'est jamais arrêtée ; le général Haftar « l'homme fort » de l'est libyen, soutenu par l'Egypte qui aurait voulu le faire entrer dans le GAN, s'est replié sur Tobrouk où il s'est consacré à former son armée, qui a conquis petit à petit les puits de pétrole de la Cyrénaïque et les ports de Sidra, Ras Lanuf, Brega et Zuwetina d'où partent les pétroliers. En

2016, fort de son contrôle de la province et de son pétrole Haftar signe un accord avec la National Oil Corporation de Tripoli (seule société reconnue par les pays importateurs de pétrole libyen), qui ne dépend pas du GAN, pour reprendre l'exportation du pétrole.

De son côté, Fayed al-Sarraj s'appuie sur un certain nombre de tribus et de milices de Tripoli, Misrata et Zliten ; mais son « gouvernement national » n'est pas reconnu par beaucoup plus de factions libyennes (en dehors même de celles qui soutiennent Haftar) avec lesquelles il doit à chaque fois négocier le soutien de son gouvernement et la défense de Tripoli. Un nombre non négligeable de factions opérant à Tripoli et à Benghazi à Misrata, Syrte, pour ne citer que les villes les plus importantes, sont liées à Daech et combattent les milices fidèles au GAN ou à Haftar – sachant que cette « fidélité » est des plus variables et qu'elles peuvent changer de camp selon les opportunités du moment. En outre certaines de ces milices gèrent les camps de concentration où sont internés, exploités, torturés ou massacrés les migrants venus de divers pays africains ou moyen-orientaux pour passer en Europe. En même temps dans le Fezzan qui est la région désertique confiant au Tchad au sud de la Tripolitaine, opèrent des milices liées à des groupes armés tchadiens qui contrôlent certains puits de pétrole et s'adonnent surtout au trafic d'armes, de drogue et d'êtres humains et avec lesquelles Haftar comme al-Sarraj tentent régulièrement de s'entendre.

Si le premier contrôle une bonne partie des gisements de pétrole, le second contrôle la Banque centrale qui administre tous les paiements : d'où l'importance pour Haftar de conquérir Tripoli et détrôner al-Sarraj.

Derrière les discours des uns et des autres sur « l'orgueil national », sur la lutte contre le terrorisme islamiste (dont se vante en particulier Haftar grâce à sa « libération » de Benghazi), sur la volonté de pacifier le pas, il reste le fait que le conflit entre ces deux factions est en réalité un conflit international.

On sait que le général Haftar est soutenu ouvertement avec armes et argent par l'Egypte, la Russie (plusieurs centaines de mercenaires russes combattent à ses côtés), les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite ; il est également soutenu, de façon moins ouverte, par la France et dernièrement par les Etats Unis qui jusqu'alors appuyaient le gouvernement de al-Sarraj (mais actuellement ils semblent avoir déserté le théâtre libyen). Aucun de ces pays n'est intervenu pour freiner l'avancée de ses troupes sur Tripoli. La France est même intervenue avec son aviation dans le Fezzan pour attaquer des groupes armés tchadiens, facilitant l'avancée de la pro-

gression par le sud de l'armée de Haftar.

Fayed al-Serraj est toujours reconnu comme chef du gouvernement légitime par l'ONU, l'Italie, le Qatar et dernièrement par la Turquie. Il a reçu de l'Italie des vedettes de surveillance pour ses garde-côtes afin d'empêcher le départ de migrants vers les côtes italiennes (les migrants interceptés sont ramenés dans les camps dont ils s'étaient enfuis à cause des sévices subis) ; le Qatar accorde financement et armes, mais c'est surtout la Turquie qui a fourni le soutien le plus important. C'est cela qui a été le facteur déterminant dans le changement du rapport des forces sur le terrain, et non les cessez-le-feu et la série des rencontres avec les puissances impérialistes à Paris, à Moscou, à Palerme ou à Berlin : ce sont les armes et non les paroles qui dialoguent entre elles.

Sur ce plan, la Russie et la Turquie qui soutiennent des factions opposées ont un objectif commun : le contrôle du pétrole et du gaz, en mettant un obstacle supplémentaire aux fournitures énergétiques de l'Europe. Les Russes et les Turcs alimentent l'Europe à travers respectivement les gazoducs Nordstream qui arrive en Allemagne, et Turkishstream qui débouchera en Turquie d'Europe en venant de la Mer Noire. En contrôlant le pétrole et le gaz libyen (n'oublions pas que la Libye détient les plus grandes réserves d'Afrique), la Russie et la Turquie placeraient les pays européens dans un étau pour en tirer non seulement des profits, mais aussi pour accroître leur poids politique et diplomatique envers eux.

Pour renforcer son chantage envers al-Serraj et les Etats qui le soutiennent ou qui tentent une conciliation (comme l'Italie et l'Allemagne), Haftar continue à bombarder les quartiers sud de Tripoli, a mis le siège Misrata et, avant la Conférence de Berlin, bloqué les terminaux pétroliers de Sirte. Cela faisait perdre au gouvernement de Tripoli 55 millions de dollars par jour. Ce blocage a continué après la Conférence, les pertes financières au 25 janvier dernier se chiffrent à 260 millions en 6 jours (4).

LA TURQUIE AU PREMIER PLAN

L'intervention de la Turquie avec ses mercenaires syriens (aux 600 déjà présents à Tripoli se sont ajoutés 3000 autres arrivés la fin janvier), ses navires remplis d'armes et de véhicules blindés, a été justifiée par Erdogan comme une action nécessaire pour défendre le « gouvernement légitime », pour faire décoller le « processus de paix », mais surtout pour éviter que « les organisations terroristes comme Al Qaïda ont subi une défaite militaire en Syrie et en Irak trouvent un terrain fertile en Libye pour se remettre sur pied. Entre autres, insiste Erdogan, certains groupes qui partagent l'idéologie de ces

organisations terroristes, y compris les Madkhali Salafistes, combattent aux côtés de Haftar. Si le conflit s'envenime, la violence et l'instabilité alimenteront aussi l'immigration irrégulière vers l'Europe » (5).

Au-delà des hypocrites paroles pacifistes typiques de toute bourgeoisie, l'intérêt de la Turquie envers la Libye a des raisons économiques très concrètes. A l'époque de Kadhafi, les entreprises turques de construction avaient conclu des contrats pour une valeur de près de 20 milliards de dollars qu'elles ne veulent pas perdre ; en outre les accords d'assistance militaire passés en décembre dernier avec le GAN ont eu comme contrepartie l'obtention d'une concession de recherche de gaz et de pétrole dans la zone maritime exclusive libyenne qui en regorge. Cela représenterait un pas vers l'indépendance énergétique de la Turquie qui est pauvre dans ces ressources. C'est d'ailleurs aussi la raison pour laquelle Ankara n'a pas hésité à interférer avec des navires de guerre dans les concessions accordées par Chypre aux sociétés ENI (Italie), Total, EKOOGAS (Corée), Noble Energy et surtout Exxon Mobil (Etats-Unis), au risque d'incidents diplomatiques avec ces pays.

L'activisme turc envers la Syrie et la Libye s'inscrit en fait dans le cadre d'une vaste opération politico-économique qui comprend aussi la signature d'accords bilatéraux avec certains pays africains : le Sénégal, la République du Congo et la Somalie ; il s'agit de projets d'infrastructures et d'exploitations minières pour des centaines de millions de dollars (6) visant aussi à trouver des alliés politiques face à ses adversaires européens, africains ou moyen-orientaux. De même on a vu comment à propos de la Syrie et de l'Irak, la Turquie s'est rapprochée de la Russie, elle aussi active au Moyen Orient et qui cherche à occuper l'espace laissé par les Etats-Unis et les Européens en Méditerranée orientale.

CE SONT LES ARMES QUI COMPTENT, PAS LES DISCOURS

La guerre actuelle en Libye n'est que le prolongement des heurts d'intérêt internationaux déjà en acte à l'époque de Kadhafi, une série d'Etats qui défendent des intérêts non négligeables, s'étant ajoutés aux vieilles puissances européennes ex-coloniales. Il suffit de considérer la liste de ceux qui soutiennent l'une ou l'autre des deux factions libyennes les plus importantes pour comprendre que la Méditerranée redevient le théâtre d'affrontements entre Etats prêts à se faire la guerre pour mettre la main sur des ressources vitales pour leur économie et pour accroître leur importance politico-stratégique. En outre l'intervention militaire directe de la Turquie

en Libye fait resurgir les âpres différends sur la « question chypriote » : Ankara est en concurrence avec la Grèce, Israël et l'Egypte qui développent conjointement le gazoduc sous-marin Eastmed pour transporter le gaz d'Israël et d'Egypte vers l'Europe à travers les eaux territoriales chypriotes en excluant la Turquie. La Russie est d'ailleurs impliquée dans cette concurrence, quoique de façon secondaire.

Nous avons souvent montré et démontré que l'instabilité est une caractéristique permanente de la vaste région qui va de l'Afrique du Nord au Moyen Orient. Et dans cette région perpétuellement déchirée, la Turquie a surgi au milieu d'un jeu complexe dont les protagonistes principaux sont l'Arabie Saoudite et l'Iran auxquels s'est ajouté récemment la Russie. Ankara veut se tailler une fraction de pouvoir dans cette grande région pour sortir de la marginalisation à laquelle elle était reléguée jusqu'ici ; et pour y arriver, ne voulant pas suivre le rythme lent des rencontres diplomatiques et des négociations avec une dizaine de capitales diverses, elle a choisi la classique option militaire : devant les navires de guerres le « droit international » et les accords de paix font naufrage.

L'échec de l'énième Conférence de paix, réunie à Berlin en raison d'une initiative diplomatique de l'Allemagne, pays non directement impliqué dans le soutien à l'une ou l'autre des factions en conflit, était en réalité déjà annoncée non seulement par l'échec des conférences précédentes, mais aussi par l'action de Haftar ; si d'un côté celui-ci n'a pas dit non à un cessez-le-feu et aux propositions qui l'aurait rendu possible, de l'autre il a poursuivi ses opérations militaires contre Tripoli, résistant à la pression de la Russie et de l'Egypte qui lui demandaient de se calmer et d'accepter d'ouvrir les négociations avec Sarraj. Cela lui a valu de dures réprimandes égyptiennes pour ne pas avoir pas suivi ces conseils russo-égyptiens et avoir plutôt cédé aux pressions de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis dont les intérêts sont opposés à ceux de la Turquie, pour qu'il continue ses opérations.

Plus la parole passe aux armes et moins valent les appels au dialogue et à la paix à travers les négociations projetées par l'ONU, l'Allemagne et l'Italie. L'« Europe », représentée par l'axe italo-allemand, ne pouvait avoir concrètement aucun poids étant donné que les facteurs décisifs se trouvent dans les rapports, bilatéraux mais militaires, entre les factions libyennes et les Etats qui les soutiennent. C'est aussi pour cette raison que l'Italie qui se reposait sur son histoire de bons rapports avec Kadhafi et la Libye grâce à la présence dans le pays depuis plus de 50 ans de

l'ENI, mais qui à la différence de la France n'a pas voulu appuyer militairement l'une des fractions, se retrouve en marge des événements, sans aucune possibilité d'influer sur eux. « *Pauvre Italie, écrivions-nous en avril dernier, restée Grosjean comme devant. Son «pouvoir de négociation» pas tant avec la Libye –ou, mieux, avec la partie de la Libye encore contrôlée par Sarraj – qu'avec les pays bien plus puissants engagés dans le conflit, s'est tellement affaibli en quelques années qu'il est devenu proche de zéro»* (7).

LA CHINE À L'HORIZON

Mais un autre protagoniste apparaît silencieusement à l'horizon : la Chine. C'est un pays au capitalisme particulièrement agressif, qui a poussé son industrialisation à marche forcée et qui brûle rapidement les étapes de la concurrence mondiale les unes après les autres, au point de devenir, selon les chiffres des instituts internationaux de statistique, la deuxième ou la troisième économie mondiale. Son besoin de matières premières de toutes sortes et bien sûr de pétrole et de gaz, pousse la Chine à investir d'énormes capitaux dans les pays qui en possèdent et à forger des accords et nouer des relations avec les pays qu'elle parvient à impliquer dans la réalisation des dites « Nouvelles routes de la soie ». L'une d'elles implique la Grèce, l'Italie et les Pays-Bas, points d'arrivée de la route qui part de Fuzhou en passant par Jakarta, Colombo, Calcutta, Nairobi ; traversant la mer Rouge et le canal de Suez, elle se jette dans la Méditerranée orientale pour se diriger vers Athènes et continuer sur Rotterdam. Ce n'est pas par hasard si les Chinois ont acheté le Pirée, le port d'Athènes, et s'ils mettent également la main sur le port de Trieste.

Dans le même temps, la Chine a pris contact avec pas moins de 50 dirigeants de pays africains (avec un œil particulier sur les pays d'Afrique du Nord), dont 11 ont signé des accords avec Pékin ; le gouvernement chinois leur a accordé l'année dernière 60 milliards de dollars à taux non remboursables ou super subventionnés (8).

Il est facile de comprendre pourquoi Pékin est si intéressé par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : les dernières données dont nous disposons indiquent qu'en 2017, la Chine, qui était pourtant le septième producteur mondial de pétrole, en était le premier importateur, avec une part de près de 30% des importations mondiales. Et comme l'industrialisation en Inde requiert également une grande quantité de pétrole (l'Inde en est le deuxième importateur mondial), ces deux pays sont en train de mettre sur pied un cartel d'achat afin de

(Suite en page 16)

La Libye ...

(Suite de la page 15)

faire baisser le prix moyen du baril.

La région de la Méditerranée et du Moyen-Orient redevient dans les faits une zone de tempêtes où les heurts inter-impérialistes et inter-étatiques entre puissances régionales sont destinés à s'intensifier: les guerres de concurrence sur le marché mondial ne peuvent que déboucher, tôt ou tard, sur des guerres générales. Et dans les guerres ce sont surtout les prolétaires et les masses déshéritées qui y laissent leur peau!

EN LIBYE, COMME AILLEURS, UN MOUVEMENT OUVRIER EMPOISONNÉ PAR LE COLLABORATIONNISME INTERCLASSISTE

Après la deuxième boucherie impérialiste mondiale et l'entrée en Libye des troupes alliées, mettant ainsi fin à la phase historique de sa colonisation par l'Italie, et après une courte période d'administration conjointe du pays par la Grande-Bretagne et la France, la Libye déclara son indépendance en décembre 1951, en tant que « Royaume-Uni de Libye », avec le roi Idris premier à sa tête. Entre 1947 et 1951 furent fondés les premiers syndicats et les premières organisations politiques (y compris le parti communiste libyen clandestin stalinien), le Mouvement des Travailleurs Libyens et le Syndicat des Travailleurs Libyens implantés parmi les travailleurs portuaires, qui déclenchèrent plusieurs grèves en juillet 1950 pour des droits élémentaires, salaires et conditions de travail (9).

Mais sous la monarchie du roi Idris, puis sous Kadhafi, la répression systématique détruisit complètement ces organisations de travailleurs. A l'époque de Kadhafi, elles furent remplacées par des organisations corporatistes sur le modèle fasciste; intégrées dans les institutions étatiques, ces organisations menaient une politique purement collaborative dont hérita l'actuelle Union Syndicale des Travailleurs. Saad Dinar al Fakhri, le dirigeant du plus important syndicat du pays, celui du secteur pétrolier, a donné une preuve du dévouement patriotique de ce syndicat: arrêté fin avril 2019 par les autorités de sécurité de la Cyrénaïque, et libéré début juin de la même année, il déclara que son arrestation n'était rien d'autre qu'« un interrogatoire normal qui nécessitait une détention provisoire », ajoutant qu'il fallait comprendre « l'imposition de telles mesures étant donné les conditions dans lesquelles le pays se trouve et la guerre menée par le Frères Musulmans contre l'Armée Nationale Libyenne » (c'est-à-dire contre les milices armées de Haftar); mais, ce qui est le plus important, c'est son appel aux travailleurs:

« J'ai un message important pour tous les travailleurs du secteur pétrolier sur le territoire national: nous devons rester solidaires et unis, en nous maintenant aux côtés de la patrie comme cela a été fait au cours de ces dernières années » (10). Impossible d'être plus clair!

Aujourd'hui, les seuls prolétaires qui pourraient s'opposer à ces opérations de guerre et qui sont plus directement impliqués dans le soutien à l'impérialisme de leur pays, sont les prolétaires des pays impérialistes, particulièrement italiens, français, allemands et russes, ainsi que les prolétaires des puissances régionales émergentes, égyptiens, turcs et israéliens, enrégimentés par des pouvoirs politiques particulièrement durs qui utilisent à fond la religion et la répression pour obtenir une « cohésion nationale » sans laquelle ils n'auraient pas la même force pour aller exploiter et massacrer d'autres peuples.

Mais le prolétariat de ces pays a été habitué depuis des décennies à collaborer avec sa bourgeoisie nationale pour défendre à la fois un prétendu privilège économique, si on le compare aux conditions de misère et d'exploitation des prolétaires de pays comme la Libye, et un prétendu privilège de « supériorité nationale » drapé de traditions historiques et de civilisations anciennes.

Que les capitalistes et leurs dirigeants se réfèrent à Allah, à Jéhovah ou au Christ, qu'ils agitent le drapeau de la « démocratie » et de la « souveraineté populaire » ou qu'ils exaltent la grandeur de leur vénérable histoire, ils ne respectent en fait qu'une chose: le capital, qui se moque des dieux, des civilisations et des histoires; leur seul dieu est l'argent et pour en défendre la possession et les moyens de l'accumuler toujours plus, ils n'hésitent jamais à tuer, à massacrer, à affamer, à plonger des peuples entiers dans la misère.

Les capitalistes et leurs gouvernants ont fait, font et feront tout pour leurs intérêts de classe, contre les peuples et les prolétaires étrangers et contre leur propre prolétariat s'il ne se plie pas à leurs besoins. Les flatteries d'aujourd'hui peuvent rapidement se transformer en brutale répression, les miettes économiques accordées aujourd'hui peuvent être éliminées soudainement pour « raison d'État supérieure », le bleu de travail à l'usine peut soudainement être transformé en uniforme militaire sur un front de guerre. Et tout cela au nom de la « nation », de la « patrie », de la défense des intérêts nationaux, non seulement dans le pays, mais aussi dans des pays lointains où il faut aller combattre un « terrorisme », qui est toujours « étranger ».

Mais le premier terrorisme auquel les prolétaires doivent faire face, se trouve

au contraire dans leur propre pays: c'est le terrorisme de leur bourgeoisie dominante qui, pour défendre ses intérêts de classe, décide de la vie et de la mort de millions de prolétaires.

LA PERSPECTIVE DE VIE RÉSIDE UNIQUEMENT DANS LA LUTTE DE CLASSE SURTOUT DANS LES PAYS IMPÉRIALISTES

Pour l'arrêter, il n'existe qu'une seule voie, la plus simple et la plus directe, mais aussi la plus ardue et la plus difficile: la voie de la lutte de classe.

Voie simple et directe car elle identifie l'ennemi principal dans la bourgeoisie de son propre pays, et donc aussi dans les bourgeoisies étrangères, alliées ou non de cette bourgeoisie; voie simple et directe parce qu'elle est basée sur des intérêts matériels dans lesquels tous les prolétaires, en tant que salariés, se reconnaissent, unissent leurs forces et s'organisent pour lutter sur un front de classe, en dehors de toute collaboration interclassiste et de prétendus mais inexistantes intérêts « nationaux » communs avec la bourgeoisie.

Mais voie ardue et difficile, car les forces de conservation sociales et opportunistes qui ont systématiquement collaboré pendant des décennies avec la bourgeoisie et ses fractions les plus diverses, ont détruit la tradition de classe du prolétariat des vieux pays capitalistes, tout en empêchant le prolétariat des pays de jeune capitalisme de s'inspirer de cette tradition; voie ardue et difficile car tant les prolétaires des pays impérialistes que les prolétaires des pays opprimés doivent reconstruire entièrement une expérience et une tradition de lutte de classe sur une base solide, sans laquelle ils n'auront jamais la force de s'émanciper du capitalisme; voie ardue et difficile, car les illusions et les préjugés que la bourgeoisie, et surtout la petite bourgeoisie, répandent de toutes leurs forces en termes de démocratie, de collaboration des classes, de droits constitutionnels, de parlementarisme, de nationalisme, de suprématie religieuse ou raciale, ne se combattent pas par d'autres illusions et d'autres préjugés en termes de culture, de bonté humanitaire, de partage des richesses, etc. Les illusions et les préjugés ne peuvent être éliminés que par la lutte des classes, dans l'affrontement social réel où les classes ennemies se reconnaissent et se combattent ouvertement en tant que telles. La classe prolétarienne ne s'émancipera qu'en abattant la domination sociale et politique de la classe bourgeoise, en brisant sa dictature pour établir sa propre dictature de classe, initiant ainsi un processus révolutionnaire qui passera de la révolution politique à une révolution sociale et économique.

Ce qui manque encore au prolétariat de tous les pays, ce n'est pas seulement la lutte des classes et la perspective qu'ouvre cette dernière vers l'émancipation du capitalisme et de la domination de la bourgeoisie. Ce qui manque, c'est le déplacement des prolétaires du terrain de l'esclavage complet à leurs propres bourgeoisies et de la collaboration des classes, au terrain du choc ouvert des intérêts de classe, au terrain de la reconnaissance matérielle par le prolétariat que la bourgeoisie et toutes les forces de la conservation sociale sont ses ennemis jurés qui ne pourront jamais devenir ses amis ou ses alliés.

Dans le scénario social de chaque pays – qu'il soit en guerre ou provisoirement en paix – ce déplacement du prolétariat du terrain bourgeois vers le

terrain de l'affrontement ouvert avec la classe bourgeoise ne peut arriver que comme conséquence de la rupture verticale et drastique des liens sociaux, politiques et économiques et militaires avec lesquels toute bourgeoisie nationale lie à elle le prolétariat qu'elle écrase, exploite et massacre systématiquement au nom de ses intérêts exclusifs de pouvoir et de profit.

31/1/2020

(1) Cf. « Avec la désintégration de l'URSS, un nouveau partage du monde est commencé », *Le Prolétaire* n°415, mars-avril 1992.

(2) Cf. « Libia: boccone petrolifero su cui continuano a gettarsi i briganti imperialisti », *il comunista*, n. 159, mai 2019.

(3) Cf. *Il corriere della sera*, 29/1/2020.

(4) Cfr. *Il messaggero*, 25/1/2020

(5) Cfr. www.huffingtonpost.it/ (18/1/2020).

(6) *C. il fatto quotidiano*, 30/1/2020.

(7) Voir note 2.

(8) Cf. www.focus.it/comportamento/economia/che-cose-la-nuova-via-della-seta-cina, 1/3/2019; et www.ispionline.it/publicazione/sempre-piu-cina-nel-golfo-e-nord-africa-24937, 29/1/2020.

(9) Cf. www.unitrespoletto.it/2019/04/04/conferenza-di-antonio-cordani-la-libia-di-ieri-oggi-e-domani/.

(10) Cf. www.agenzianova.com/a/0/2468298/2019-06-01/libia-liberato-il-capo-del-sindacato-del-settore-petrolifero

Inde : flambée de violences contre les musulmans Seule la lutte prolétarienne pourra mettre fin aux crimes nationalistes et racistes et émanciper les minorités opprimées, en renversant le capitalisme !

Du 22 au 26 février, alors que le président indien Modi recevait en grande pompe à New Dehli le président américain Trump, les quartiers prolétariens du nord-est de la capitale indienne, où vit une forte minorité de musulmans, étaient le théâtre d'actes de terreur raciste. Des bandes de nationalistes extrémistes hindous se sont déchaînés en attaquant des musulmans, vandalisant et brûlant des maisons et des commerces leur appartenant. Le tout sous le regard des policiers qui ne sont pas intervenus.

Les médias internationaux ont parlé de « violences intercommunautaires » ou d'affrontements religieux. En réalité les dirigeants locaux du parti réactionnaire suprémaciste hindou Bharatiya Janata (BJP) au pouvoir et du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), une organisation nationaliste paramilitaire hindoue qui est la matrice du BJP, sont directement responsables des actes de violence. Depuis des semaines, ils incitaient à la violence contre ceux qui protestent contre la nouvelle loi de citoyenneté anti musulmane (CAA) du gouvernement du BJP. Les attaques ont suivi un discours enflammé d'un meeting de Kapil Mishra, candidat malheureux du BJP aux élections régionales à Dehli du début du mois. Mishra exigeait de la police la dispersion des manifestants boquant une artère principale de New Dehli en protestation contre la récente loi, sinon ses partisans s'en chargeraient. Quelques heures plus tard, ces menaces étaient mises à exécution, d'abord contre les manifestants, puis contre les habitants musulmans.

Le bilan humain est lourd : près de quarante morts, certains brûlés vifs dans leur habitation, d'autres tués par balles, d'autres encore lynchés par les nervis aux cris de « l'Inde aux Hindous », « Gloire à Rama ! » (slogans du BJP), et plusieurs centaines de blessés.

Ces victimes s'ajoutent aux nombreuses autres de la répression frappant les opposants à la CAA dans toute l'Inde. Pour avoir les mains libres, dans de vastes régions du pays, dont l'ensemble de l'Uttar Pradesh (230 millions d'habitants) et du Karnataka (65 millions) et certaines parties de la capitale, le gouvernement a eu recours à l'article 144 du Code pénal, qui interdit tous les rassemblements de plus de quatre personnes.

La principale cause de ces violences n'est pas à rechercher dans une quelconque spécificité indienne ou dans un héritage d'un antagonisme multiséculaire entre religions. Non ! La violence ethnique ou religieuse est le résultat direct de la domination du Capital.

LES NATIONALISTES HINDOUS PERPÉTUENT LE « DIVISER POUR RÉGNER »...

La population indienne a été divisée en communautés distinctes et hermétiques par les colonisateurs britanniques avec une nette coupure entre hindous et musulmans. Passés maîtres dans l'art de « diviser pour régner », les Britanniques n'ont eu de cesse d'opposer les Indiens de confession musulmane au reste de la population. Cette politique a débouché sur un bain de

sang lors de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan. Un à deux millions de personnes ont péri dans des massacres ou à la suite des déplacements massifs de populations. Cela a abouti à la création d'un Etat indien avec une minorité musulmane qui constitue près de 15% de sa population.

La haine des musulmans fait partie de l'idéologie du BJP. Ce parti d'extrême droite est responsable de l'un des pogroms anti musulmans les plus sanglants de l'histoire récente du pays. Le chef du BJP, l'actuel Premier ministre Narendra Modi, était aux commandes du Gujarat en 2002 lorsqu'il a orchestré un massacre inter communautaire dans cet État qui a causé probablement plus de 2000 morts, la plupart musulmans.

Depuis qu'il a pris le contrôle du gouvernement fédéral, les crimes anti musulmans, les expulsions et les campagnes de « reconversion » des non-hindous, se sont multipliés. Des membres du RSS et du BJP agissent en toute impunité, avec la passivité complice de la police et de l'appareil judiciaire. A cette violence extra-légale s'ajoute l'adoption de plusieurs lois discriminatoires à l'égard des musulmans. Dans l'État d'Assam, le BJP a établi l'an dernier un registre privant 4 millions d'habitants de leur citoyenneté (nombre ramené ensuite à près de deux millions).

En août le gouvernement a révoqué le statut d'autonomie du Cachemire, Etat du nord de l'Inde à majorité musulmane. Ce statut était inscrit dans la

(Suite en page 18)

Inde : flambée de violences contre les musulmans

(Suite de la page 17)

constitution indienne depuis l'indépendance qui avait vu la partition de cette région entre l'Inde et le Pakistan qui se revendiquent tous les deux et qui se sont déjà livrés à deux guerres à son sujet. Depuis des décennies, affrontements, répression et actions de guérilla se succèdent au Cachemire indien, faisant des dizaines de milliers de victimes. La suppression de l'autonomie du Cachemire était une vieille revendication des nationalistes indiens ; lorsqu'elle a été finalement décidée par le gouvernement Modi, du jour au lendemain les 13 millions d'habitants du l'Etat ont été soumis à l'état de siège et des milliers de personnes ont été arrêtées ; 6 mois plus tard le Cachemire vit toujours sous un état d'exception.

Enfin, le 4 décembre 2019, le Citizenship Amendment Act (CAA) a été promulgué. Cette loi facilite l'accès à la citoyenneté pour les réfugiés, mais à la condition qu'ils ne soient pas des musulmans. Ces derniers sont menacés d'être déclarés « apatrides », perdant ainsi tous leurs droits de citoyenneté et risquant la détention et l'expulsion. Cela a entraîné de nombreuses protestations et manifestations (auxquelles le gouvernement a répondu par une brutale répression) car le CAA apparaît comme une étape dans le projet du BJP d'exclure les 200 millions de musulmans de la citoyenneté ou d'en faire des citoyens de seconde zone.

... EN ESPÉRANT FAIRE DIVERSION AUX CONFLITS DE CLASSE

Le chauvinisme hindou est utilisé par la bourgeoisie indienne pour lier les exploités à leurs exploités et ainsi favoriser les attaques bourgeois.

Modi et le BJP sont arrivés au pouvoir pour lancer de féroces attaques contre les conditions de vie, de travail et de lutte des prolétaires. Ils se font les promoteurs d'une « thérapie de choc » basée sur des « réformes structurelles » censées assurer le développement rapide de l'économie nationale. Ces « Modinomics » ont reçu les félicitations du FMI. La législation sociale et le droit du travail, qui avaient été octroyés lors de l'indépendance pour empêcher que la contestation sociale ne prenne de l'ampleur, sont attaqués, au nom d'une « simplification » de la législation sociale pour « faciliter le business ». Les quelques règles relatives aux licenciements, aux salaires et aux conditions de travail ont été

modifiées. Le droit syndical est lui aussi réduit. Dans le même temps, les coupes radicales dans les dépenses sociales, les privatisations et les réductions massives de l'impôt sur les sociétés s'accroissent.

Face au mécontentement inévitable devant ces mesures anti-prolétaires, mécontentement exacerbé par le ralentissement économique brutal depuis quelques mois, le gouvernement recourt à la vieille méthode utilisée par la bourgeoisie dans le monde entier en accentuant sa propagande nationaliste et raciste qui fait des musulmans des bouc-émissaires, des agents de l'ennemi pakistanais.

Les bourgeois britanniques utilisaient le « diviser pour régner » en vue d'assurer leur domination coloniale. La bourgeoisie indienne fait de même pour maintenir la brutale exploitation du prolétariat et des masses paysannes, et le BJP est le digne rejeton de cette « plus grande démocratie du monde ».

Contre ces divisions ethniques, racistes et religieuses, le prolétariat devra affirmer son unité et sa solidarité de classe, s'il veut pouvoir combattre victorieusement les attaques bourgeois, qu'elles soient menées par les « fascistes » du BJP, les « démocrates » du Parti du Congrès ou... les faux communistes de matrice stalinienne.

L'OPPRESSION DES DALITS ET DES ADIVISIS CONTINUE

À côté des musulmans, l'Inde abrite également d'autres minorités, de nature très différente : les peuples autochtones ou tribaux (adivasis) et les « intouchables » (dalits).

Les 80 millions d'adivasis constituent la population la plus pauvre de toute l'Inde. Ils vivent dans les forêts, les jungles et n'ont presque pas accès aux écoles, aux hôpitaux ou aux services de base à commencer par un assainissement de l'eau. L'alphabétisation est inférieure à 25% et la malnutrition est très présente. Ces populations sont régulièrement en butte à des violences pour leur faire quitter les villages et livrer leurs terres à l'industrie minière. Des maisons sont incendiées, des autochtones internés dans des camps de détention pour que les capitalistes puissent exploiter les riches réserves de minerai de fer, de charbon et de calcaire ainsi que des gisements de bauxite.

L'intouchabilité a été formellement abolie par la constitution de l'Inde mais peu de choses ont changé pour la grande majorité des 220 millions de Dalits indiens. Le système des castes est installé de longue date dans les villages ruraux de l'Inde. Les castes supérieures dominent les castes inférieures et

les innombrables sous-castes, et les sans-castes, les « intouchables » sont séparés de force, socialement et souvent physiquement, sous toutes les castes. Ils ont le rôle spécial et héréditaire de travailler dans les domaines des autres ou de faire d'autres travaux que la société hindoue considère comme dégradantes. Ils doivent vivre en dehors des limites du village et ne peuvent pas pénétrer dans les temples. A cela s'ajoutent de multiples interdictions : de s'approcher des sources d'eau potable utilisées par d'autres castes, de manger assis à côté d'une caste hindoue ou d'utiliser les mêmes ustensiles... Cette ségrégation est appliquée par la violence : toutes les 15 minutes, un crime est commis contre les Dalits. Certains sont assassinés pour avoir fait du vélo, être monté à cheval, porté des sandales, portés une moustache...

LA « PLUS GRANDE DÉMOCRATIE DU MONDE » A PAVÉ LA VOIE AU SUPRÉMACISME HINDOU

Les chauvins hindous et les démocrates du Parti du Congrès (et leurs larbins des partis « communistes ») sont les deux faces d'une même pièce.

Quelques années après l'indépendance, les dirigeants du RSS – admirateurs de Mussolini et d'Hitler – offrirent leurs services au Parti du Congrès de Nehru, au nom de la lutte contre le communisme et du rejet de la lutte de classe. Le RSS créa, sous le regard bienveillant de l'État démocratique, des syndicats dans le but déclaré de favoriser la collaboration entre les employeurs et les travailleurs. Plus tard les hommes de main du RSS ont fait campagne pour la chef du Parti du Congrès Indira Gandhi (la fille du Premier ministre indien Nehru) lors des élections de 1971 et 1984. Rajiv Gandhi, devenu Premier ministre après l'assassinat de sa mère, s'est ensuite associé à la croisade du RSS contre la mosquée d'Ayodhya. Construite en 1525, elle était un symbole de la présence musulmane en Inde, et à ce titre une cible des nationalistes et religieux indous. En 1985, son gouvernement ordonna l'ouverture forcée des portes de la mosquée. Il a ensuite mené sa campagne électorale de 1989 au nom de l'hindouisme. L'aboutissement a été, en décembre 1992, la destruction de la mosquée par une gigantesque foule mobilisée par le RSS, ce qui a entraîné de violents affrontements qui ont fait près de 2000 morts, la plupart musulmans.

Aujourd'hui la défense du « sécularisme » par le Parti du Congrès et les faux communistes du PCI et du PCI (marxiste) est totalement hypocrite. Tout comme leur « opposition » aux

mesures anti-ouvrières, qui ne font que poursuivre leurs attaques précédentes. Tous ces démocrates ont soutenu par exemple la brutale répression contre les Kashmiris musulmans qui revendiquent davantage d'autonomie ou l'indépendance pour le Cachemire indien. Tous ces démocrates se sont faits les promoteurs du nationalisme indien contre le Pakistan et le Bangladesh musulmans.

Tous ces démocrates et faux communistes ont le sang des Dalits et des Adivasis sur les mains. Le PCI(M) (*Parti Communiste d'Inde-Marxiste*, scission du *Parti Communiste d'Inde PCI*) au pouvoir au Bengale occidental en 1979, a massacré des centaines de réfugiés hindous dalits du Bangladesh. En 2006, les paysans résistants à l'expropriation de leurs terres par Tata Motors, l'un des plus grands conglomérats capitalistes de l'Inde, ont été arrêtés et féroceusement battus et une jeune militante était violée et assassinée. L'année suivante, dans cette même région, des hommes de main du PCI (M) se sont joints aux flics dans un massacre de peut-être 100 personnes qui protestaient contre l'accaparement des terres.

En outre PCI et le PCI(M) ont soutenu les offensives militaires gouvernementales contre les guérillas maoïstes qui mobilisent largement les Adivasis contre le pillage de leurs terres.

UNE NÉCESSITÉ : LE PARTI DE CLASSE, INTERNATIONALISTE ET INTERNATIONAL

L'Inde n'a jamais connu de Parti de classe. Le Parti communiste fondé en 1925 s'est rapidement soumis au nationalisme bourgeois. A la tentative de construction d'un parti « ouvrier-paysan », a succédé celle d'un parti « populaire » nationaliste. C'est pourquoi le PCI a soutenu politiquement le parti du Congrès, à l'image du soutien apporté par le PC chinois au Kuomintang, alliance qui déboucha sur l'écrasement des prolétaires chinois de 1927. Cela s'accompagna inévitablement du refus de lutter contre l'oppression des Dalits. A la fin des années 1920, des manifestations de masse contre l'intouchabilité éclatèrent dans l'État du Maharashtra. Les dirigeants du PCI refusèrent de mobiliser les prolétaires dans cette bataille en présentant la lutte contre l'oppression des castes comme un détournement de la lutte « anti-impérialiste ».

La constitution du parti de classe – en Inde et ailleurs – doit marquer une rupture radicale avec cette tradition pourrie de soumission à l'interclassisme et au nationalisme. Elle ne pourra se faire que dans la réaffirmation du marxisme véritable, de son caractère an-

tinational, international et internationaliste. Elle ne pourra se faire que sous le drapeau de la révolution communiste, contre la « révolution » par étapes ou la transition pacifique.

Seul le prolétariat peut s'attaquer aux fondements de l'État bourgeois indien et orienter les combats des masses paysannes, des Dalits et des Adivasis vers la lutte révolutionnaire con-

tre le capitalisme

Seule la révolution prolétarienne pourra aider la masse de parias réduits à la misère et à la famine que les réformistes s'évertuent tant bien que mal à maintenir dans une impasse où la seule révolte possible est de nature religieuse ou ethnique, c'est-à-dire en fait réactionnaire et débouchant une fois de plus sur la victoire du capitalisme.

En Afrique du Sud aussi, la bourgeoisie utilise l'hystérie anti-immigrés

Les Etats-Unis et l'Europe « développés » voient depuis bien longtemps déferler la haine anti-immigrés – pour être plus juste, la haine contre les prolétaires immigrés. Les démagogues d'extrême droite – la Ligue en Italie, le Front national rebaptisé RN en France, la Fidesz de Viktor Orbán en Hongrie, l'AfD en Allemagne... - mais aussi les dirigeants bourgeois plus « respectables » - comme Macron, Trump ou Boris Johnson – et les médias ne font qu'attiser à longueur d'années la haine et le mépris pour les prolétaires qui ont dû fuir la misère et le chaos bourgeois dans les pays dominés et pour leurs descendants qui ont le malheur d'avoir la peau trop foncée aux yeux des racistes.

La haine anti-immigrés n'est pas le monopole des pays impérialistes. Des pays « en développement » (du point de vue des capitalistes) connaissent exactement le même phénomène. C'est par exemple le cas de la Côte d'Ivoire ou du Brésil où les immigrés burkinabés ou vénézuéliens subissent discriminations, vexations et violences. C'est aussi le cas dans la « nation arc-en-ciel » que prétend être l'Afrique du Sud qui a mis fin à l'apartheid légal pour revenir à la normalité de l'apartheid réel présent dans toutes les sociétés capitalistes.

Cette haine a éclaté au grand jour en septembre 2019. Une brutale vague de pogroms anti-immigrés a submergé – une nouvelle fois – le pays. Des magasins appartenant à des étrangers ont été ravagés par des pillages et des incendies, des routiers ont été attaqués, des maisons ont été assaillies et leurs habitants expulsés, des immigrés ont été agressés et assassinés (certains ont été brûlés vifs!), d'autres ont fui le pays en abandonnant le peu qu'ils avaient...

Durant tout le mois précédent les pogroms, les médias bourgeois, les politiciens bourgeois de l'ANC et de la DA (Alliance démocratique, parti d'opposition) ont nourri la démagogie raciste après que des marchands ambulants du quartier central de Johannes-

burg (le « CBD »), donc des immigrés, aient affronté et repoussé les agressions des flics le 1^{er} août. A partir de ce moment, les discours de haine se sont largement amplifiés : des dirigeants de l'ANC ont dénoncé les « terroristes » ou accusé les immigrés d'être des vecteurs du virus Ebola ; les médias ont ressassé à longueur de colonnes que les immigrés sont des criminels ou des trafiquants de drogue...

Ces discours se sont accompagnés d'un raid policier dans le CBD le 7 août, qui a abouti à l'arrestation et l'emprisonnement de centaines de personnes. Les attaques de flics ont été renforcées par des émeutiers qui ont attaqué des voitures étrangères ou des magasins, pendant que la police détournait le regard.

Pour couronner le tout, le collaborationnisme s'est joint aux clameurs racistes. Par exemple, le chef de la Fédération sud-africaine des syndicats (SAFTU), a proclamé : « L'État a été attaqué par des criminels ! L'État doit mettre fin à l'anarchie et à l'anarchie – point final ! » en août, même si son syndicat a hypocritement condamné les attaques racistes de septembre au nom de la lutte contre le « système capitaliste qui divise et exploite la classe ouvrière noire ».

Cette déferlante de haine n'est une surprise pour personne. C'est le fruit pourri du chauvinisme anti-immigrés qu'attisent le capitalisme sud-africain et tous ses larbins à commencer par l'Alliance tripartite qui gouverne le pays et rassemble le Congrès National Africain (l'ANC, parti de Nelson Mandela, le Congrès des syndicats sud-africains COSATU et le Parti « communiste » sud-africain SACP).

Le racisme galopant et sa diffusion parmi les masses est en lien avec la récession qui touche l'économie sud-africaine et entraîne un chômage de plus de 40 %. Les travailleurs immigrés et les petits commerçants d'autres pays de l'Afrique et du sous-continent indien – et globalement les 3,6 millions

(Suite en page 20)

En Afrique du Sud aussi, la bourgeoisie utilise l'hystérie anti-immigrés

(Suite de la page 19)

d'immigrés – sont les boucs émissaires désignés.

Les violences racistes sont récurrentes. En 2008, des émeutes racistes avaient fait 62 morts. Entre 2015 et 2017, plus de 70 étrangers ont été assassinés, plus de 600 magasins pillés et au moins 10 000 personnes ont dû fuir les attaques racistes, selon l'organisation Xenowatch. En 2019, 213 camionneurs, la plupart originaires de Zambie et du Zimbabwe, ont été tués lors d'attaques ou de lynchages.

A la violence extra-légale des émeutiers s'ajoutent celle du gouvernement et de ses flics. Dans de nombreux cas d'attaques de magasins, des policiers laissent faire les pillards et en profitent même pour se servir. La violence légale prend aussi la forme d'expulsions massives : depuis 2012, plus de 400 000 ont eu lieu selon les chiffres officiels.

Les discours racistes des politiciens bourgeois sont monnaie courante. Ils ressemblent à ceux de leurs homologues européens ou étasuniens, jusqu'à ce que certains évoquent, à l'instar de Trump, la construction d'un mur avec le Zimbabwe. L'ANC a même organisé des voyages d'étude en Europe pour connaître et reprendre les politiques anti-immigrés en œuvre dans l'Union européenne.

Malheureusement, le prolétariat sud-africain et immigré est totalement désarmé politiquement – idéologiquement et organisationnellement – face à la haine raciste. Comme ailleurs, il souffre de l'absence du parti de classe, de l'abandon des traditions classistes et de la diffusion de tous les préjugés anti-prolétariens.

Si un véritable parti communiste était présent, il aurait pu s'inspirer de la politique des bolcheviks face à l'antisémitisme qui ravageait la Russie tsariste. Le Parti a pris à bras le corps cette question.

Il a affronté à la fois les bandes antisémites mais également combattu les sentiments contre les juifs largement répandus dans la population, y compris chez les prolétaires favorables à la révolution.

En juin 1917, premier congrès des Soviets publia une déclaration intitulée « Sur la lutte contre l'antisémitisme », rédigée par le bolchevik Evgeni Preobrajenski, qui fut votée à l'unanimité. Elle réaffirmait que l'antisémitisme était synonyme de contre-révolution. Elle dénonçait également « la tendance de l'antisémitisme à se parer de slogans radicaux », ce qui représente « un énorme danger tant pour le peu-

ple juif que pour tout le mouvement révolutionnaire, car elle menace de noyer dans le sang fraternel toute la cause de la libération du peuple, et à couvrir le mouvement révolutionnaire d'une honte ineffaçable. » C'est sur cette base que les bolcheviks ont lutté contre la haine antisémite dans les rangs ouvriers.

Les soviets vont devenir ainsi des farouches combattants contre ce racisme. Celui de Moscou organisa des conférences et des meetings dans les usines au cours des mois d'août et de septembre. En Ukraine, en Biélorussie et en Russie, des gardes prolétariennes ont été formées pour lutter contre les pogroms.

La lutte contre la haine et les préjugés racistes et antisémites est partie intégrante du combat pour la révolution prolétarienne. Le racisme permet à la bourgeoisie de diviser la classe ouvrière et de trouver des boucs-émissaires pour détourner la colère sociale et paralyser la nécessaire riposte prolétarienne à l'offensive capitaliste.

Les nécessités de la lutte prolétarienne démontreront l'importance de la solidarité active avec les fractions immigrées du prolétariat. Laisser sans réagir l'ennemi – la bourgeoisie – frapper une partie du prolétariat, ce n'est pas éviter les coups mais c'est s'exposer encore davantage à ces coups qui visent toute la classe.

Pour les communistes aujourd'hui en Afrique du Sud, la tâche peut sembler titanique mais c'est la seule utile : organiser concrètement la solidarité là où c'est possible et combattre la montée du racisme dans les rangs ouvriers. C'est la première étape indispensable pour la constitution d'un front de classe prolétarien unissant toutes les énergies, au-delà des divisions d'origine, de nationalité, de genre... dans une lutte anticapitaliste.

A défaut de pouvoir aujourd'hui mettre en œuvre une auto-défense prolétarienne armée face aux pogromistes et aux flics, le prolétariat d'Afrique du Sud – comme ceux des métropoles impérialistes ou des pays dominés assez prospères pour être des terres d'immigration – doit renouer avec des revendications authentiquement classistes :

Non aux expulsions ! Libération des immigrés internés !

Liberté de circulation ! Non au contrôle de l'immigration ! Régularisation de tous les immigrés « illégaux » !

Égalité des droits pour les travailleurs étrangers !

A bas le chauvinisme qui fait le lit du racisme et de la xénophobie !

AVERTISSEMENT AUX LECTEURS ET CAMARADES

Par manque de place dans ce numéro, nous n'avons pas pu publier toutes les prises de position parues sur notre site internet depuis ces derniers mois. Elles sont toutefois toujours accessibles sur notre site www.pcint.org.

De même un certain nombre d'articles et correspondance n'ont pas trouvé place dans ce journal, faute d'espace. Dans la mesure du possible, ces articles seront reportés au prochain numéro.

D'autre part enfin un supplément du journal sur la question du Covid-19 est en préparation.

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne : Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Première liste 2020

Aix: 43,00 / B.H: 20,00 / Laval: 20,00 / Lyon: 750,00 / Paris: 600,00 / Victor: 10,00

Total liste: 1443,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**